

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2889 - VENDREDI 14 AVRIL 2017

CLIMAT DES AFFAIRES

Une initiative pour propulser le financement des PME

La direction du Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires, réunie hier à Brazzaville, a examiné les modalités de mise en œuvre d'un fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement des PME. Il vise à assister 12 000 Petites et moyennes entreprises (PME) congolaises dans le remboursement de créances aux établissements de crédit.

Afin de parvenir à la création de cet établissement financier de garantie, le gouvernement a mandaté le cabinet Ernst et Young à mener une étude de faisabilité dont les experts ont dévoilé le contenu au cours d'un comité de pilotage présidé par la ministre en charge des PME, Yvonne Adélaïde Mougany.

Page 5



Le présidium des travaux

CENTRAFRIQUE

Washington prononce des sanctions contre deux chefs de milices armées

Les Etats-Unis d'Amérique ont ajouté le mercredi 12 avril, à leur liste noire économique Abdoulaye Hissene, l'ancien leader du Séléka et Maxime Mokom, figure des milices chrétiennes anti-balaka, tous deux accusés de contribuer à l'instabilité du pays. Selon un communiqué, cette mesure vient à point nommé parce que les deux chefs rebelles ciblés ont uni leurs forces pour perturber un référendum constitutionnel en 2015 et pour fragiliser, en 2016, l'autorité du président Faustin-Archange Touadéra. « *Les individus désignés aujourd'hui sont responsables d'avoir prolongé l'instabilité en République centrafricaine* », a estimé un des responsables du Trésor, John E. Smith, cité dans le même communiqué de presse.

Page 7

DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE

Les députés sensibilisés à l'intérêt des Zones économiques spéciales



Les députés lors d'une séance plénière

Prélude à l'adoption, par le Parlement, d'une loi devant approuver la création des Zones économiques spéciales (ZES) en manque d'un statut juridique, le ministre en charge de ce secteur, Alain Akoualat Atipault, a sensibilisé les députés au bien-fondé de ce projet à forte valeur ajoutée et créateur

d'emplois. Au cours de cette rencontre, le ministre qui espère faire prendre conscience aux élus du peuple des enjeux et défis des ZES, dans les quatre zones retenues, a rappelé que leur implantation servira d'épicentre pour l'éclosion de l'économie congolaise.

Page 3

PROMOTION DE LA FILIÈRE MANIOC

Des résultats jugés satisfaisants par le Congo et la FAO

Deux ans après la mise en œuvre du projet «Appui à la promotion de la filière manioc, à travers l'approche champs écoles paysans», initié par le ministère de l'Agriculture avec le concours de la FAO, les deux parties ont jugé largement satisfaisants les résultats obtenus. Lancé dans le cadre du renforcement des capacités des encadreurs de base et des organisations des producteurs, le projet a permis la formation de 12 groupements rassemblant 282 producteurs de manioc dans les départements de la Bouenza, la Cuvette, des Plateaux et du Pool.

« *Certes beaucoup reste à faire, mais nous devons commencer par préserver ce que nous avons déjà acquis si nous voulons réellement faire de cette filière l'épine dorsale de notre système alimentaire* », a précisé la représentante de la FAO, Suze Percy Filippini.

Page 3

ÉDITORIAL

Esclavage

Page 2

ÉDITORIAL

Esclavage

Esperons que l'ancien président de la République française Nicolas Sarkozy et le philosophe «bobo» Bernard-Henri Lévy, qui furent à l'origine, directe pour l'un, indirecte pour l'autre, de la chute puis de l'assassinat du Guide Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011, espérons donc qu'ils ont lu et médité le rapport terrifiant que vient de publier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) concernant la mise en esclavage, sur le sol libyen et par des trafiquants sans foi ni loi, de dizaines de milliers d'Africains venus du grand Sud qui tentent par tous les moyens de gagner l'Europe.

Trop imbus d'eux-mêmes pour présenter leurs excuses à la face du monde comme ils devraient le faire s'ils étaient honnêtes l'un comme l'autre passeront, du moins faut-il l'espérer, de mauvaises nuits jusqu'à leur propre décès en ressassant leur responsabilité dans le drame que vivent ces hommes, ces femmes, ces enfants innocents. Mais en attendant il y a urgence, grande urgence, à ce que la communauté internationale dans son ensemble se coalise pour combattre l'esclavage qui se réinstalle dans cette partie de l'Afrique.

Rappelons à ce propos que l'Union Africaine, soutenue par les Nations unies, a créé un Comité de haut niveau dont la mission est de trouver sans tarder une issue à la crise qui génère ce nouveau crime contre l'humanité. Présidé par Denis Sassou N'Guesso, qui mit en jeu sa propre vie pour convaincre Mouammar Kadhafi de trouver une issue pacifique à la crise libyenne et qui était sur le point d'y parvenir lorsque les Occidentaux agirent unilatéralement pour abattre le «Guide», ce comité est la meilleure arme dont dispose la communauté internationale pour mettre un terme à l'esclavage renaissant. Il faut donc l'accompagner dans le long et difficile processus qu'il a lancé et réaffirmé avec force à Brazzaville le 27 janvier de cette année.

S'il revient à nos frères libyens de dire qui les dirigera demain lorsque la paix et l'unité auront été rétablies sur toute l'étendue de leur territoire, il incombe à la communauté internationale de mobiliser les moyens matériels qui permettront de combattre la terrible dérive à laquelle nous assistons et dont l'Europe, incapable de lutter contre l'afflux massif des migrants vers ses côtes, paiera demain le prix fort. C'est ce qu'attend à juste titre le Comité de haut niveau constitué pour combattre l'innommable.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT MARITIME

Le Congo à l'honneur des festivités du 30^e anniversaire de l'ARSTM



Photo de famille (DR)

Le ministre d'Etat guinéen chargé des Transports, Oye Guilavogui, a annoncé le 12 avril à Brazzaville, l'invitation adressée au chef de l'Etat congolais pour participer en juillet prochain au 30^e anniversaire de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (ARSTM), basée à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Président en exercice du conseil d'administration de l'ARSTM, l'homme d'Etat guinéen s'est adressé à l'issue d'un entretien avec le ministre congolais des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Gilbert Mokoki. «L'objet de ma mission est de découvrir Brazzaville, connaître mon homologue congolais ; aussi expliquer la mission que nous sommes en train d'accomplir au niveau de notre académie commune qui doit fêter son trentenaire en juillet», a-t-il déclaré. Et de poursuivre : «C'est l'outil d'intégration le plus efficace ac-

tuellement. Sachant la position du Congo dans le fonctionnement et le rayonnement de cette institution, je me suis fait le devoir de venir transmettre la lettre d'invitation du président Denis Sassou N'Guesso».

L'ARSTM assure la formation dans les domaines portuaires, des transports et de la sécurité maritimes et de la navigation. Elle accueille des ressortissants des pays francophones de la région d'Afrique de l'ouest et du centre.

Les 30 ans d'existence de l'ARSTM seront célébrés du 31 juillet au 4 août 2017 sous le haut patronage

du président Sassou N'Guesso qui fait partie des pairs fondateurs de cette académie. Par ailleurs, les ministres des Transports guinéen et congolais ont évoqué les questions de coopération bilatérale dans leur champ de compétence. «Il y a une piste de coopération qui s'ouvre entre nos deux pays. Une mission congolaise se rendra à Conakry pour s'enquérir du fonds maritime mis sur pied par la Guinée», a indiqué le ministre Gilbert Mokoki.

Deux pays côtiers, le Congo et la Guinée Conakry coopèrent au niveau régional dans le cadre de l'Organisation maritime des pays d'Afrique de l'ouest et du centre (OMAO) et d'autres institutions maritimes régionales panafricaines.

Christian Brice Elion

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

HYDROCARBURES

Jean-Marc Thystère Tchicaya évoque les difficultés d'approvisionnement

S'expliquant le 10 avril au Sénat sur les difficultés à s'approvisionner en carburant dans les deux grandes villes Brazzaville et Pointe-Noire, le ministre en charge des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya a évoqué un arrêt technique à la Congolaise de raffinage (Coraf), récusant le manque des produits.

« Un certain nombre de personnes de mauvaise volonté ont spéculé sur l'arrêt d'activités à la Coraf et sur une pénurie des produits pétroliers dans la ville de Pointe-Noire et nos compatriotes se sont précipités dans les stations, ce qui a créé des files d'attente. Mais à Pointe-Noire, nous n'avons aucun problème de produits. Nous venons d'augmenter les capacités de stockage au Port autonome de Pointe-Noire et les stocks en matière de produits raffinés entendus essence, gaz-oil et autres Kérosène », a rassuré le ministre des Hydrocarbures.

Cependant tout en reconnaissant la complexité de la question, Jean Marc Thystère Tchicaya a évoqué la situation selon les cas. La ville de Pointe-Noire où il n'y a pratiquement pas de problème, a suffisamment de produits mais connaît quelques problèmes dus à la spéculation et la ville de Brazzaville qui elle, est confrontée à des difficultés de logistique.



Le ministre Jean Marc Thystère Tchicaya (DR)

Pour Brazzaville, le ministre a reconnu que les capacités d'approvisionnement la ville sont minimales aujourd'hui suite à la paralysie du CFCO avec ses wagons-citernes

qui ont une capacité de 158 m³. Ce qui oblige à recourir aujourd'hui à des convois d'une certaine de camion-citerne d'une capacité d'à peine 30m³ avec tous les risques que cela comporte. Pour pallier cette difficulté, a renchérit le ministre, l'Etat est obligé d'alimenter la ville par des importations qui viennent de Kinshasa en RDC.

Le Congo, a-t-il dit, a une structure de prix qui est subventionnée par l'Etat. Cependant, ceux qui importent les produits pétroliers, les payent au prix international ce qui fait qu'il y a un différentiel entre le prix à l'importation et le prix de vente au plan national. Et, ce différentiel est payé par l'Etat. Avec la situation économique actuelle, il est difficile de payer ce différentiel. Pour y remédier, l'Etat entend opérer de deux manières. Procéder à des aménagements fiscaux qui permettent d'importer et aussi avoir des experts qui travaillent sur la structure des prix.

Il s'agit de réfléchir pour que cette structure des prix permette d'avoir un prix unique des produits surtout sans augmentation

tout en faisant de sorte que les marqueteurs aussi importent ou exportent sans perte.

Quant au Gaz, Jean Marc Thystère Tchicaya a informé les sénateurs que l'Etat a fait recours et ceci à court terme aux services d'un butanier qui arrive dans les brefs délais à Pointe-Noire pour distribuer le Gaz grâce à une subvention de l'Etat au différentiel.

L'Etat a donc pris l'engagement de subventionner ce butanier. Par contre, à court et moyen terme, il y a le champ de Nkossa qui produit du butane géré dans le cadre d'un contrat de partage de production avec d'un côté l'Etat et de l'autre les opérateurs qui apportent leurs parts.

La part de butane de la République est envoyée à la Coraf et, est ensuite distribuée. Mais aujourd'hui, cette portion ne peut subvenir qu'à 20% des besoins de la Nation. Enfin a conclu le ministre des Hydrocarbures, l'Etat est en train de tout faire pour que la production gazière de Nkossa revienne aux ménages dans les jours ou même années à venir.

Jean Jacques Koubemba

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Les députés édifiés sur la nécessité de voter la loi sur les ZES

Le ministre des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault, a sensibilisé le 13 avril à Brazzaville, les députés aux enjeux et processus d'enrichissement ainsi que la création d'emplois dans les Zones économiques spéciales (Zes).

L'intervention du ministre des Zones économiques spéciales devant l'Assemblée nationale est prélude à l'adoption de la loi portant création des zones économiques spéciales (Zes). « Cette démarche entreprise par le ministre et, connue dans notre pays a l'avantage, de lui donner l'opportunité de mieux s'exprimer sur l'importance et l'installation des Zes au Congo afin de légiférer en connaissance de cause sur ce domaine qui intègre d'une manière stratégique la politique de développement de notre pays », a souligné Sylvestre Ossiala, 2e vice-président de l'Assemblée nationale.

Selon les explications, une Zone économique spéciale est un espace géographique délimité sur le territoire national et retenu comme une zone de développement prioritaire. A l'intérieur de cet espace, les investisseurs titulaires d'un agrément bénéficient d'un régime spécial d'échange fiscal-douanier particulier ainsi que d'un accès au guichet unique pour toutes les formalités. L'Etat congolais a retenu quatre zones spéciales (Zes) notamment : Ouessou, Oyo-Ollombo, Brazzaville et Pointe-Noire. Les indications chiffrées mises à la disposition des députés par le ministre Akouala indiquent que les quatre Zes vont

servir d'épicentre pour l'éclosion de l'économie congolaise et vont également offrir plus d'emplois aux jeunes congolais, dès leur mise en œuvre.

Par exemple, la Zone économique spéciale de Ouessou qui est vaste de 73.520 hectares, l'Etat et ses partenaires l'ont identifié comme activité industrielle : la transformation industrielle du bois en sillage et à terme, la production des meubles et les constructions immobilières.

Dans cette zone, il est aussi retenu en deuxième phase, le développement de la culture du café, du cacao et la création de l'agro-industrie pour la transformation de ces produits. La troisième phase consiste à appuyer l'essor de la filière de palmier à huile. A l'horizon 2025, on pourrait comptabiliser 350 millions de dollars en ce qui concerne les impacts PIB.

La Zes Oyo-Ollombo a une superficie de 760.378 hectares et va générer plus de 120.000 emplois d'ici à 2032. Les activités industrielles retenues sont, entre autres, la production des cultures alimentaires, l'élevation du bétail, la transformation des produits agricoles en catégorie comestible et non comestible, la psychologie, les services commerciaux, le tourisme, la recherche et les services financiers.

« Tout cela nécessite de réorienter notre système d'enseignement général, technique, professionnel et universitaire », a commenté le ministre Alain Akouala Atipault. Le coût d'investissement de la construction de la première phase de construction de cette zone économique spéciale d'Oyo-Ollombo

est estimé à 234 millions de dollars US. L'impact sur la création de la richesse nationale est d'environ 1.528 million de dollars US à l'horizon 2032.

Par contre, la Zes de Brazzaville couvrira une superficie de 164.100 hectares. La première phase est centrée sur la dynamisation de la culture de palmeraie, le développement de l'horticulture, la production de carreaux et de matériaux de construction, la logistique, le transport et le stockage.

La deuxième phase se focalise sur les énergies renouvelables et les services financiers. En terme d'emplois, cette zone comptabilisera 21.000 emplois à l'horizon 2025 et 41.000 à l'horizon 2031.

Le coût des investissements initiaux est de 234 milliards de francs CFA à répartir sur une période de quatre ans. L'impact sur la création de la richesse nationale est de 720 millions de dollars à l'horizon 2021.

Enfin, la Zes de Pointe-Noire couvre pour sa part, 3.594 hectares soit 36 kilomètres carrés. Elle induira environ 28.330 emplois directs et un potentiel PIB à générer d'environ 1,116 millions de dollars US d'ici à l'an 2022. Cette zone propose plusieurs activités : le raffinage des produits du pétrole, les produits chimiques, les métaux, l'industrie alimentaire et des boissons, les minéraux non métalliques, le bois, le papier et leurs produits dérivés, les produits en plastiques, l'imprimerie et les éditions, l'installation et la réparation des machines, le tourisme, la recherche et les services financiers.

Fortuné Ibara

FILIÈRE MANIOC

Les résultats du projet « champs-écoles-paysans » jugés satisfaisants

Le ministre de l'Agriculture, Henri Djombo, et la représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Suze Percy Filippini, ont apprécié positivement les résultats, de deux ans, de mise en œuvre du projet « Appui à la promotion de la filière manioc à travers l'approche champs-écoles-paysans ».

Initié en 2014 par le gouvernement congolais avec l'appui de la FAO pour améliorer le système de production du manioc dans le pays, ce projet a formé 12 groupements, rassemblant 282 producteurs de manioc des départements de la Cuvette, des Plateaux, du Pool et de la Bouenza.

46 facilitateurs, dont 26 techniciens ont été formés. Ensuite, 29 agents d'encadrement également formés sur les techniques de collecte et d'analyse statistique des données agronomiques.

« Au vu des résultats obtenus, nous devons tirer des enseignements nécessaires pour améliorer le système de production, en mettant un accent particulier sur la chaîne de valeurs, la diversification et la commercialisation des produits », a déclaré le ministre de l'Agriculture à la clôture dudit projet, le 13 avril à Brazzaville.

Selon la représentante de la FAO, il s'agit d'un important pas de gagner sur le développement de la filière manioc. Ces résultats méritent, d'après elle, une appropriation et une pérennisation et, devrait faire l'objet d'une large diffusion vers d'autres départements du pays. « Certes, beaucoup reste à faire mais, nous devons commencer par préserver ce que nous avons déjà acquis, si nous voulons réellement faire de cette filière l'épine dorsale de notre système alimentaire », a-t-elle souligné.

Évoquant quelques causes de la fluctuation du prix du manioc sur le marché malgré l'existence du projet, le coordonnateur de « Champs-écoles-paysans », Bienvenu Ntsouanva, a relevé entre autres, la perte de la main-d'œuvre agricole depuis l'opération « Mbata ya mokolo », et l'insuffisance des machines de production.

Rappelons que ce projet a été mis en place pour : contribuer également au renforcement des capacités des encadreurs de base et des organisations des producteurs ; intensifier durablement la production du manioc par l'augmentation de l'offre en matériel végétal sain de plantation ; améliorer des itinéraires techniques des producteurs et promouvoir la chaîne de valeur post-récolte.

Notons que le Congo ne cesse de multiplier des actions en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, la diversification de l'économie nationale, la lutte contre la pauvreté, surtout en milieu rural, grâce à l'essor d'un secteur hors pétrole hautement compétitif et durable.

Le processus d'élaboration de la stratégie de développement de la filière manioc a été enclenché dans un contexte marqué par la mobilisation générale de la communauté internationale, pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement et de bien d'autres engagements auxquels le pays a souscrit.

C'est dans cette optique que le Congo avait créé le fonds de soutien à l'agriculture et mis en œuvre un programme national de sécurité alimentaire durant la période 2008-2015. Malgré ces multiples efforts déployés, la situation générale du secteur demeure préoccupante dans la mesure où, le coût des importations des produits alimentaires varie entre 400 et 600 milliards de FCFA par an.

Lopelle Mboussa Gassia



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001 / MPT/2017/UCP/CAB RECRUTEMENT D'UN AUDITEUR INTERNE

La République du Congo a signé un accord de prêt avec l'Association Internationale de Développement (IDA) pour la mise en œuvre de la troisième phase du programme sous régional Central African Backbone composante République du Congo, et à l'intention d'utiliser une partie du montant de cet accord de financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « recrutement d'un auditeur interne ».

I. Mission du consultant

Sous l'autorité du Coordonnateur National du Projet, l'Auditeur interne aura pour mission d'assister la coordination du projet ainsi que toutes les autres fonctions du projet dans l'exécution de leur tâche mais sans s'ingérer dans la gestion, de mettre en place un ensemble de moyens de sécurité contribuant à la bonne gestion du Projet CAB (suivi des instructions et règles du projet), à assurer la protection, la sauvegarde et la qualité de l'information, et à favoriser l'amélioration de la qualité de l'information, des performances dans tous les domaines : comptables, financiers, opérationnels, administratifs et humains et de faire toute suggestion relative au respect du manuel de procédures administratives, financières et comptables Du CAB.

II. II. Tâches et Responsabilités

Sous l'autorité du Coordonnateur National

du Projet, l'auditeur interne sera chargé de :

- a)-veiller à la mise en pratique de façon exhaustive de tous les manuels de procédure en vigueur au sein du Projet CAB;
- b)-élaborer un programme complet des applications de l'audit interne;
- c)-contrôler l'exécution budgétaire et les catégories de biens et services prévues dans l'accord de Crédit;
- d)-assurer la conformité aux normes régissant la pratique professionnelle de l'audit interne, aux budgets d'audit interne et aux programmes des opérations;
- e)-assurer le respect du corpus professionnel, de la charte d'audit interne, du code de déontologie et du code d'éthique;
- f)-promouvoir des actions d'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité dans toutes les composantes du Projet etc.

III. QUALIFICATIONS REQUISES

L'auditeur interne devra :

- Le consultant devra avoir le profil d'un auditeur, d'expert comptable ou conseil en gestion ayant une expérience prouvée dans les missions d'assistance comptable et conseil en gestion et dans les passations des marchés.
- Le consultant devra être titulaire d'un diplôme d'un ordre professionnel comptable reconnu (IFAC, FIDEF ...) ou expert comptable diplômé agréé ou titulaire d'un diplôme (Licence, Master ou BAC + 5) du

type DESS Audit, MSTCF, DECF, DESCF, Ecole de Commerce, ou équivalent et jouissant d'une très bonne expérience d'audit de 5 ans dans la conduite des missions d'expertise comptable et de conseil en gestion (d'audit interne); de préférence dans les projets financés par la Banque mondiale, BAD, FIDA, Union Européenne...

- Le consultant devrait également avoir une bonne connaissance des procédures et directives de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) en matière de gestion financière et de passation de marchés. Une expérience pratique dans la gestion des projets de développement serait un atout;
- Une expérience similaire en tant qu'Agent d'une Agence de Gestion Fiduciaire (AGF) ou cabinet d'expertise comptable (suivi de la mise en œuvre des procédures internes, tenue et élaboration d'états financiers, de rapports de suivi financier, élaboration et contrôles budgétaires, encadrement et formation de personnels des administrations publiques...) dans un projet de développement à financement extérieur serait un atout supplémentaire;
- Avoir une expérience avérée dans la conduite des équipes d'audit (interne/ externe) en cabinet, dans une entreprise ou dans un projet. Une expérience dans la mise en place de service ou département d'audit

interne dans une entreprise, dans un département ou unité de gestion de projet serait un avantage significatif;

IV. DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, le curriculum vitae et les copies de diplômes doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 02 mai 2017 à 16H00. Elles doivent être transmises avec la mention «<< recrutement d'un auditeur interne >>».

Contact
Monsieur le Coordonnateur du Projet CAB-CIT
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis
BP. 1420
Tél. (242) 06 835 00 41
E-mail: contact@cabcongo.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 13 avril 2017

Le Coordonnateur,

Yvon Didier MIEHAKANDA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 002/MPT/2017/UCP/CAB RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

La République du Congo a signé un accord de prêt avec l'Association Internationale de Développement (IDA) pour la mise en œuvre de la troisième phase du programme sous régional Central African Backbone composante République du Congo, et à l'intention d'utiliser une partie du montant de cet accord de financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « recrutement d'un responsable de la communication ».

I. Objectifs et description des tâches

- Proposer un plan de communication du CAB (2017-2020)
- Donner une meilleure visibilité au Central African Backbone
- Faciliter les échanges entre le CAB et les Équipes des bénéficiaires et le ministère des Postes et Télécommunication (MPT).
- Faire des propositions pour que la plateforme internet soit efficace et opérationnelle.
- Mettre en œuvre la Stratégie de Communication du Projet visant à appuyer les objectifs poursuivis par le Projet;
- Assurer une communication et la vulgarisation des activités du projet, particulièrement assurer la diffusion des différents marchés et les réalisations en cours à travers des supports de communication adéquats;
- Faire connaître le Projet dans l'ensemble du pays ainsi qu'à assurer la notoriété au niveau national de ces activités;
- Mettre à jour le site web officiel du Projet et l'ensemble des supports numérique (interne ou externe) qui présente les informations relatives au Projet CAB, etc.

II. Profil et exigence du Poste

Le candidat devra mettre à disposition de l'UCP un savoir dûment qualifiés qui répondent aux critères suivant :

- Avoir un Diplôme Supérieur Universitaire minimum (Bac+4), en communication, en Relations Publiques, en Journalisme, ou en linguistique ou tout autre diplôme pertinent pour la mission;

- Avoir une expérience de trois (3) ans en Communication institutionnelle ou de projets des organismes au développement;
- Avoir une capacité à travailler dans un environnement multiculturel;
- Avoir un esprit d'initiative et pro activité;
- Avoir une capacité d'analyse de synthèse;
- Avoir une capacité à travailler en équipe;
- Parler et écrire couramment français et anglais au besoin.

I. DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, le curriculum vitae et les copies de diplômes doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 02 mai 2017 à 16H00.

Elles doivent être transmises avec la mention «<< recrutement d'un responsable de la communication >>».

Contact
Monsieur le Coordonnateur du Projet CAB-CIT
Rue LOCKO Isaac, derrière l'Ambassade des Etats Unis
BP. 1420
Tél. (242) 06 835 00 41
E-mail: contact@cabcongo.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 13 avril 2017

Le Coordonnateur,

Yvon Didier MIEHAKANDA

FAC

Les relations civilo-militaires au cœur d'un séminaire en faveur des officiers et sous-officiers

La deuxième série de séminaires portant respectivement sur les relations civilo-militaires et la défense internationale de la patrie s'est ouverte le 11 avril à Brazzaville sous la direction du Directeur général des affaires stratégiques et de la coopération militaire, Jean-Aimé Ignoumba, assisté de la chargée d'affaires des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Mary Daschbach.

La rencontre, prévue pour quatre jours, a pour objectif d'enseigner aux bénéficiaires les capacités, les connaissances et aptitudes utiles pour établir une relation dynamique entre la communauté militaire et la communauté nationale.

Il s'agira également pour les participants d'identifier et de prioriser les risques de toutes les menaces de sécurité transnationale ; de mettre en œuvre des stratégies efficaces de planification et de coopération entre les institutions ; comprendre les rôles d'appui mutuel de l'autorité civile dans les interventions militaires et des organismes d'application de la loi ; intégrer les stratégies pour lutter contre le terrorisme international ; évaluer l'efficacité de la défense des citoyens et des infrastructures et examiner les exigences de l'enseignement, les politiques et les stratégies de défense réussies, etc.

Organisé par le ministère congolais de la Défense nationale en collaboration avec le Centre des relations civilo-militaires des Etats-Unis d'Amérique en République du Congo, qui se charge de fournir l'assistance technique. « La directive annuelle 2017 du ministre de la Défense nationale est la consécration même de la tolérance zéro qu'il vous revient de vous approprier. Je vous invite donc à intérioriser les précieuses informations et connaissances qui seront mises à votre disposition et qui s'ouvrent aux injections de la modernité et au travail bien fait », a précisé le Directeur général des affaires stratégiques et de la coopération militaire, Jean-Aimé Ignoumba, dans son discours d'ouverture.

Les contenus techniques et pédagogiques qui seront présentés pendant ces quatre jours de formation viendront renforcer les capacités professionnelles acquises au cours des premières sessions. Il s'agira, entre autres, de développer les compétences dans le domaine du maintien de la confiance avec les personnes qui servent les civils. L'objectif est de s'assurer que les militaires sont compétents, disciplinés et surtout apolitiques. « Le deuxième séminaire prévu du 18 au 21 avril mettra un accent particulier sur la défense internationale de la patrie. Le cours sera destiné aux militaires et civils de haut niveau ainsi que ceux de niveau intermédiaire impliqués dans les prises de décisions liées aux problèmes de sécurité nationale et internationale », a indiqué la chargée d'affaires des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Mary Daschbach.

Notons que les séminaires civilo-militaires des deux prochaines semaines s'appuieront sur un partenariat solide entre les deux Etats pour renforcer la coopération bilatérale en matière de sécurité. En effet, chaque année les Etats-Unis d'Amérique investissent dans la formation de l'armée congolaise. On peut, entre autres, citer, l'envoi des officiers des FAC dans les écoles militaires professionnelles américaines ; la réalisation récemment d'une formation sur les principes fondamentaux de la maintenance des avions avec les forces aériennes de l'armée de l'air américaine et aussi le programme ACOTA annuel qui forme les éléments des Forces armées congolaises avant de se déployer en RCA pour sécuriser et soutenir l'opération de maintien de la paix Minusca.

En rappel, les Forces armées américaines ont collaboré avec la force navale congolaise dans les exercices maritimes dans le Golfe de Guinée pour lutter contre le trafic maritime en renforçant la sécurité dans la sous-région et la sécurité des citoyens congolais.

Guillaume Ondzé

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Vers la création d'un fonds de garantie au financement des PME

Le comité de pilotage du Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires s'est réuni le jeudi 13 avril, à Brazzaville, pour examiner les modalités de mise en œuvre du Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement des PME. Ce fonds dont le montant reste à fixer vise à assister 12.000 PME congolaises en cas de difficultés de remboursement auprès des établissements de crédit.

Afin de parvenir à la mise en œuvre de cet établissement financier de garantie, le gouvernement congolais à travers le ministère des PME et de l'artisanat a mandaté un groupe d'experts du cabinet Ernst Young pour mener l'étude de faisabilité. Ces experts ont dévoilé le contenu de leur rapport d'étude lors du comité de pilotage qu'a présidé la ministre des PME, Yvonne Adélaïde Mougany.

L'étude s'est surtout inspirée de l'échec du Fonds de garantie et de soutien (FGS) aux PME ; étant détenu à 100% par l'Etat congolais et sans aucune politique de « business oriented », l'actionnariat du FGS- PME est resté fermé. Pendant 30 années d'existence, souligne le rapport, le FGS n'a jamais exercé sa mission de garantir le remboursement des crédits.

« L'ensemble de ces constats nous amène à la conclusion qu'il sera extrêmement coûteux voire impossible de transformer l'actuel Fonds de garantie et de soutien aux PME en Figa-PME. Il faut créer un nouveau modèle Figa », a estimé Annoncia Badiabio, manager au cabinet.

En effet, le Figa prendra la forme d'une socié-

té anonyme de droit privé dotée d'un capital avec une participation minoritaire de l'Etat. Cette faible participation au capital financier de l'établissement, d'après le cabinet mandaté, permet de favoriser la participation majoritaire des banques privées et des institutions financières telle que la Banque africaine de développement (BAD) qui est aussi partie prenante.

Pour la ministre Yvonne Adélaïde Mougany, le Figa sera comme une sorte d'incubateur d'accès au financement des PME auprès des banques de crédits. Le futur établissement facilitera également le recrutement de professionnels, le renforcement des capacités managériales...

Quant au délai de lancement effectif du projet en gestation, la ministre admet qu'il faut réunir toutes les conditions légales, notamment la loi 046 du 3 novembre qui prévoit la création d'une bourse de sous-traitance et de partenariat d'entreprise, des centres de gestion agréée, ainsi la loi portant création de l'agence congolaise pour la création d'entreprise. « Ce qui est plus important, c'est la détermination du gouvernement à aller vers un Figa qui répond aux missions d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des entreprises locales », a rassuré Yvonne Adélaïde Mougany.

La prochaine étape consistera, selon les parties prenantes, en l'organisation d'une série de tables-rondes avec l'association des banques et l'ensemble des banques commerciales, avec le secteur privé, les bailleurs de fonds telles que la Banque mondiale, la BAD, BIP France, AFD, ainsi qu'une table-ronde avec tous les ministères concernés...

Fiacre Kombo

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES POUR LE POSTE DE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DE LA CICA-RE

La compagnie Commune de Réassurance des Etats Membres de la CIMA (CICA-RE)

07 BP : 12410 LOME (République Togolaise) porte à la connaissance des candidats originaire des Etats membres :

BENIN-BURKINA FASO-CAMEROUN-CENTRAFRIQUE-CONGO-CÔTE-D'IVOIRE-GABON-MALI-NIGER-SENEGAL-TCHAD & TOGO

La vacance du poste de :

DIRECTUR GENERAL ADJOINT DE LA CICA-RE

Le Directeur Général Adjoint doit être une personne de très haute compétence dans les domaines de l'Assurance et de Réassurance et dans ceux qui concernent la gestion et l'administration de la compagnie. Le Directeur Général Adjoint doit être ressortissant d'un Etat membre. Il assiste et supplée le Directeur Général et exerce les fonctions que celui-ci lui confie dans les domaines techniques, financiers et comptables.

DATE DE PRISE DE FONCTION : 02 JANVIER 2018

CONDITIONS DE CANDIDATURE :

- Une demande de candidature à l'emploi ouvert, transmise par le Ministère de Tutelle des Assurances du pays ;
- Un extrait d'acte de naissance ou de jugement supplétif en tenant lieu ;
- Un casier judiciaire datant de moins de trois(03) mois
- Une copie certifiée conforme des titres, diplômes, et attestations de qualification ;
- Une attestation d'ancienneté établissant que le candidat a rempli pendant au moins trois (03) ans des responsabilités d'encadrement supérieur en qualité de Directeur, Directeur Adjoint ou sous-directeur du contrôle des Assurances ou de Directeur de département d'une société d'Assurance ou d'un établissement financier ;

-Un certificat médical provisoire attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique exigées et délivré par les autorités médicales agréées par l'Etat d'origine. Il reste entendu que le candidat sera soumis à une contre expertise par le médecin de la compagnie.

AVANTAGES ATTACHES A LA FONCTION

- Rémunérations attrayantes et comparables à celles offertes par d'autres organisations financières interafricaines ;
- Avantages en nature : logement de fonction meublé-domesticté-eau-électricité-téléphone-véhicule de fonction
- Congé annuel : un congé annuel de 45 jours par année de service avec prise en charge des frais de voyage aller-retour du siège au pays d'origine.
- Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le 31 mai à l'adresse suivante, avec une copie à la direction des assurances, sise immeuble Eucalyptus à côte de la CRF.

Le Directeur Général de la CICA-RE

07 BP : 12410 LOME NYEKO/TOGO

Téléphone : (228) 22.23.62.62/22.23.62.65/22.23.62.69

Télécopieur : (228)22. 61.35.94/22.61.35.95

Email : cica-re@cica-re.com

NB : L'élection aura lieu à la session du conseil d'Administration de juin 2017

Fait à Lomé, le

**Le Directeur Général,
KOUAME N. Jean Baptiste**

DÉCOUVERTE

Les élèves du lycée technique de Ouesso visitent quelques infrastructures de Brazzaville

En séjour au lycée technique agricole Amilical Cabral (Laac) à 17 km au sud de Brazzaville pour un recyclage, les 51 élèves du lycée technique de Ouesso dans le département de la Sangha et les 17 du Laac ont bénéficié de la visite des infrastructures de Brazzaville. Cette visite organisée par le ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, a eu lieu le 09 avril.

Initié par le ministre de l'Enseignement technique, ce recyclage concerne les élèves en classe de terminale des douze départements du Congo. Le ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni qui a apprécié l'initiative de son homologue Nicéphore Antoine Thomas Fylla Saint-Eudes, a jugé bon de l'accompagner en faisant visiter les différentes infrastructures et réalisations du gouvernement de la République, aux élèves en séjour à Brazzaville dans le cadre de cette initiative. Pour ce faire, il a commencé par les élèves de Ouesso et a remercié son homologue, pour lui avoir permis de l'accompagner. Pour cette première vague, le ministre Léonidas Carel Mottom Mamoni a partagé le repas avec les élèves de Ouesso le samedi 08 avril au Laac avant d'organiser une visite guidée, le dimanche 09 avril. Cette visite est partie de la Case de Gaulle dans le deuxième arrondissement de Brazzaville à Kintélé dans le neuvième arrondissement. Les élèves

ont visité l'actuelle commune du sixième arrondissement, Talangaï, le quartier de Mpila ayant subi la tragédie du 04 mars 2012, totalement métamorphosé par les efforts du gouvernement de la République sous l'impulsion du chef de l'Etat. Ils

étudiants qui seront à l'université Denis Sassou N'Guesso. Il était important pour nous de les amener ici, afin que chacun d'eux touche du doigt la réalité sur le terrain. Car, ces jeunes voient à la télévision, lisent dans les journaux, sur Internet. Toucher ces réalisations

lettres et des sciences humaines de l'université Marien-Ngouabi à Bayardelle, cette filière existe. Cette nouvelle filière a-t-il ajouté, ne répond pas directement de ses prérogatives, mais à des activités du département pour lequel il a la charge.

fond que notre conviction personnelle c'est de construire un Congo décomplexé, où les hommes et les femmes se sentiront solidaires d'un destin. Telle est la mission que le président de la République et le Premier ministre nous ont confiée », a-t-il indiqué.

A l'issue de cette visite guidée, l'élève Alima Fanta de la terminale, série production végétale au lycée technique de Ouesso, a exprimé sa joie de découvrir ces différents endroits. « Nous remercions le ministre de l'Enseignement technique, car c'est grâce à lui que nous sommes arrivés à Brazzaville. Nous remercions aussi le ministre de la Culture et des arts pour tout ce qu'il fait pour nous. Il nous a fait découvrir plusieurs endroits qu'autrefois nous regardions seulement à la télévision. Nous sommes très émus et devons tout faire pour réussir au baccalauréat afin de venir poursuivre nos études à l'université Denis Sassou N'Guesso. »

Même son de cloche pour Christ Bassoukissa, élève en terminale SR1, au Laac. « J'ai trouvé l'excursion magnifique. Le ministre de la Culture et des arts nous a fait découvrir des endroits où nous ne sommes jamais allés alors que ça se trouve seulement à Brazzaville. Nous nous sommes retrouvés dans des salles où d'autres parmi nous ne pensaient pas un seul instant découvrir. Nous sommes très satisfaits ».

Bruno Okokana



Le ministre posant avec les élèves au Centre de conférence internationale de Kintélé (Adiac)

ont ensuite contemplé le Viaduc qui ouvre la voie vers Kintélé, où ils ont visité tour à tour le Centre de conférence internationale (un véritable bijou regorgeant plusieurs départements) et l'université Denis Sassou N'Guesso.

« Nous avons décidé de venir avec ces jeunes pour permettre à ces derniers de se projeter vers l'avenir. Au sortir d'ici, nous sommes persuadés qu'ils auront une conviction certaine de travailler avec abnégation, afin que demain on les compte parmi les

de près paraît pour eux comme un rêve. L'ambition du gouvernement c'est de faire à ce que ces jeunes aient des rêves, mais à côté de leurs rêves, nous voulons les accompagner à devenir adultes accomplissant leurs rêves de jeunesse », a déclaré le ministre de la Culture et des arts.

A propos de l'université Denis Sassou N'Guesso, le ministre Léonidas Carel Mottom Mamoni a précisé que dorénavant au niveau de l'université, il va exister une filière qui a trait à la culture et à l'art. Déjà à la faculté des

Le ministre Léonidas Carel Mottom Mamoni, a promis d'avoir la même attitude avec les élèves venant d'autres départements du Congo. « Je ne suis pas un ministre de la Sangha, mais de la République, bien que j'ai des racines dans la Sangha. On ne peut pas dissocier ma vie, mes ambitions, mes aspirations, mes émotions à celles de la Sangha. Nous avons lancé un tournoi de football avec 32 équipes à Bacongo, et cet après-midi, nous repartons à Kinsoundi pour la même activité. Pour vous dire au



SALON DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION

11 - 12 - 13 - 14 AVRIL 2017

PALAIS DES CONGRÈS - BRAZZAVILLE

SALON INTERNATIONAL DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE L'INNOVATION

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT









+242 06 491 16 16
+242 06 491 17 17
www.osiane.cg















COOPÉRATION

L'Union européenne et la CEEAC signent deux conventions de financement

Les documents relatifs à la mise en œuvre des programmes Ecofac 6 et Parcic sous le Programme régional du 11ème Fonds européen de développement (FED) ont été paraphés le 8 avril lors de la Réunion des Ordonnateurs nationaux et régionaux de l'Afrique centrale.

L'objectif de cette réunion annuelle qui a rassemblé les représentants des pays membres de la CEEAC, Cémac et ceux de l'Union européenne était de faire le point sur l'état de la mise en œuvre du 11ème FED et des engagements d'appui à l'intégration politique régionale.

Au total, deux programmes seront financés à hauteur de 80,5 millions d'euros : le Programme d'appui pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles phase 6 (ECOFAC 6), et le Programme d'appui aux réformes et renforcement des capa-

ités institutionnelles de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (PARCIC). Le premier s'élève à 61,5 millions d'euros et, le second évalué à 19 millions d'euros.

Cette aide substantielle a pour but d'appuyer le processus d'intégration régionale en Afrique centrale, en particulier dans le domaine de la paix, de la sécurité, et de la gestion durable des ressources naturelles.

S'exprimant pour le compte de la Commission européenne, le directeur général adjoint de la Direction générale du développe-

ment et de la coopération internationale, M Klaus Rudischhauser, a déclaré : « Il n'y a pas de développement sans sécurité ni de sécurité sans développement durable. Aussi nous agissons à travers ces deux programmes sur ces deux dimensions pour le bénéfice direct des populations, soient riveraines des aires protégées soient victimes des conflits et crises ». Et d'ajouter, « Il s'agit essentiellement de soutenir la paix et la sécurité en Afrique centrale. Au-delà de cela nous contribuons aux efforts de la CEEAC et de ses pays membres à conserver des joyaux du patrimoine mondial de l'humanité et à lutter contre les changements climatiques. Au total, l'Union européenne

investira près de 400 M d'euros en Afrique centrale sur la période 2014-2020 sur la gestion durable des ressources naturelles ».

Pour sa part, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), par la voix de son secrétaire général, Ahmad Allam-Mi a marqué sa satisfaction pour l'appui de ces domaines fondamentaux de l'Afrique Centrale ainsi que pour le soutien apporté dans la mise en œuvre de son mandat dans le domaine de la paix et la sécurité, la préservation des ressources naturelles, et le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles. Signalons que le programme ECOFAC 6 cible un appui direct à près de 12 aires protégées ré-

parties sur sept Etats différents et huit paysages prioritaires pour la conservation, tout en contribuant à une économie verte caractérisée par un développement économique durable et inclusif, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

La diversité des sites couvre l'ensemble des milieux naturels représentatifs de la région d'Afrique centrale, des savanes du Sahel aux forêts du Bassin du Congo, les paysages insulaires de Sao-Tomé-et-Principe et l'aire marine protégée de Mayumba au Gabon. Quant au Programme PARCIC, il entend contribuer à l'amélioration de la stabilité politique régionale et la gouvernance démocratique grâce à la consolidation des institutions régionales.

Yvette Reine Nzaba

FRANCE

L'association Aider Sans Regard participe à nouveau au melting crew de Fontenay-sous-Bois

Comme l'an passé à la même période, l'événement consacré à la musique et aux danses Afro-urbaines, initié par le Congolais Afouz Olongo, a enchanté le public. C'est aussi l'occasion de permettre à l'association congolaise Aider Sans Regard de collecter des fournitures scolaires pour la cinquième année consécutive.



L'association ASR participe à la 6^e édition du Melting crew (DR)

Dimanche 9 avril dernier, placée sur le thème « Afro-chic », s'est tenue la 6^e édition du Melting crew, dans la salle Jacques-Brel à Fontenay-sous-Bois, en région parisienne. C'est un des événements afro-urbains incontournables de l'année. En effet, plus de sept cents personnes ont fait le déplacement afin de prendre part à ce spectacle, de quatre heures, mettant en scène de nombreux jeunes talents venus de tous les horizons de France, d'Europe et des Etats-Unis.

S'inspirant des grands événements « Hip Hop » ou « Afro » français et internationaux, le Melting crew a mis en valeur la mixité culturelle et artistique, allant des danses orientales aux musiques afro-caribéennes, ainsi que des chorégraphies d'afro-beat à couper le souffle. Plusieurs célébrités y ont pris part, dont Keblack, Hiro ou Synesia.

« Cette année, nous avons choisi la thématique « Origins Afro-chic » afin d'ajouter une touche d'originalité à l'événement, en incitant ainsi les participants à imprimer leurs empreintes culturelles à cet événement », a déclaré Afouz Olongo, fondateur du Melting Crew.

En tant que partenaire de l'événement depuis 5 ans, l'association Aider sans Regard, présidée par Bhaudry Massouanga, ancien international des Diables Rouges, a organisé une grande collecte de fournitures scolaires afin de soutenir les personnes en situation de handicap et leurs familles au Congo-Brazzaville. « Nous sommes sensibles à cette marque de solidarité manifestée par les jeunes et nous envisageons d'effectuer un voyage au Congo-Brazzaville d'ici à juillet afin de procéder à la remise des dons », a confié le président.

Au fil des années, le Melting crew s'est fait une place importante parmi les plus grands événements de la culture afro-urbaine d'Ile-de-France. Créé en 2005 par l'association Kimia & Co, dont le président est Afouz Olongo, ce show réunit des artistes de tous genres (musiciens, danseurs, chanteurs, comédiens, créateurs), le but étant de rassembler des personnes de toutes origines autour d'une même scène, afin de valoriser la mixité culturelle et de mettre en lumière les jeunes artistes peu connus.

Marie Alfred Ngoma

GRANDS LACS

L'ONU encourage les pays de la région à renforcer la lutte contre les groupes armés illégaux

L'envoyé spécial des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a encouragé mercredi les pays de cette région d'Afrique à renforcer la lutte contre les groupes armés illégaux qui sévissent dans la région.

« Les activités persistantes des groupes armés illégaux restent l'une des principales menaces pour la sécurité des populations et pour la stabilité de la RDC et de la région », a souligné Saïd Djinnit devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Il a insisté sur la nécessité d'accroître des efforts en vue de neutraliser ces groupes armés, dont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et les Forces alliées démocratiques (ADF), en s'appuyant sur les progrès réalisés jusqu'à présent par les forces armées congolaises (FARDC)

avec l'appui de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco). « A cet égard, il est important de renforcer davantage la coopération entre ces deux forces. Il est important également, comme l'a souligné la résolution 2348 du Conseil de sécurité, que la Brigade d'intervention, avec le soutien de l'ensemble de la Monusco, augmente ses opérations offensives visant ces groupes armés », a ajouté le représentant spécial de l'ONU. Il a encouragé les pays de la région des Grands lacs « à poursuivre leurs efforts en prenant des mesures permettant de répondre au problème des groupes armés illégaux ».

Saïd Djinnit a salué le lancement le 18 février par la RDC, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda du Mécanisme conjoint de suivi pour répondre à la me-

nace croissante posée par les ADF. « J'appelle tous les pays participant à contribuer activement à ce mécanisme et à lui fournir les ressources nécessaires pour qu'il puisse remplir sa mission de manière efficace », a-t-il lancé.

En ce qui concerne la situation politique en RDC, Saïd Djinnit a appelé les acteurs politiques congolais à mettre en œuvre scrupuleusement l'Accord du 31 décembre, afin de créer les conditions pour la tenue d'élections transparentes inclusives et pacifiques. « Je les exhorte à s'abstenir de toute action susceptible de conduire à des violences », a-t-il poursuivi, en réitérant la disponibilité des Nations unies à soutenir et à accompagner les parties congolaises dans la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

Washington sanctionne deux chefs de milices armées

Les Etats-Unis d'Amérique ont ajouté le mercredi 12 avril, à leur liste noire économique Abdoulaye Hissene, l'ancien leader du Séléka, mouvement à dominante musulmane et Maxime Mokom, figure des milices chrétiennes anti-balaka, accusés de contribuer à l'instabilité du pays, plongé dans le chaos depuis 2013.

« Les individus désignés aujourd'hui sont responsables d'avoir prolongé l'instabilité dans la République centrafricaine », a estimé un des responsables du Trésor, John E. Smith, cité dans un communiqué.

Pour les Etats-Unis, cette mesure vient à point nommé parce que les deux chefs rebelles ciblés ont uni leurs forces pour perturber un référendum constitutionnel en 2015 et pour

fragiliser, en 2016, l'autorité du président Faustin-Archange Touadéra.

A titre de rappel, notons que c'est la coalition Séléka qui avait renversé le président François Bozizé en 2013. Quant aux milices anti-balaka, elles avaient lancé la contre-offensive après le coup d'Etat, provoquant des milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés.

L'année dernière, Abdoulaye Hissene et un groupe d'hommes armés avaient également engagé des combats avec les forces centrafricaines avant « d'échapper » aux soldats de la Mission des Nations unies pour la Centrafrique (Minusca), assure le Trésor américain.

A l'issue de ces sanctions, les deux hommes verront leurs éventuels avoirs américains gelés.

N.N'G.



LE RESEAU DES SMARTPHONES

PROMO TO SEPELA
Liste des gagnants
du 8^{ème} tirage

AG Partners

Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains
057444922	Smartphone	053406706	Smartphone	044008573	10 000 FCFA
055250808	Smartphone	050178084	Smartphone	057217159	10 000 FCFA
057287098	Smartphone	044444059	Smartphone	044144866	10 000 FCFA
056669835	Smartphone	040301851	Smartphone	050768127	10 000 FCFA
055282045	Smartphone			055098226	10 000 FCFA
050156242	Smartphone			040429221	10 000 FCFA
053664734	Smartphone	057374221	5 000 FCFA	057145395	10 000 FCFA
044444454	Smartphone	055939348	5 000 FCFA	055081185	10 000 FCFA
057751054	Smartphone	053029316	5 000 FCFA	056611149	10 000 FCFA
056899139	Smartphone	057751097	5 000 FCFA	053391267	10 000 FCFA
055584207	Smartphone	053990958	5 000 FCFA	055790203	10 000 FCFA
056182010	Smartphone	044521127	5 000 FCFA	053786897	10 000 FCFA
041072037	Smartphone	055131757	5 000 FCFA	055060070	10 000 FCFA
050448928	Smartphone	055120603	5 000 FCFA	044600100	10 000 FCFA
050504495	Smartphone	053480417	5 000 FCFA	053663535	10 000 FCFA
056804528	Smartphone	044688335	5 000 FCFA	050276202	10 000 FCFA
044934346	Smartphone	055830640	5 000 FCFA	057663443	10 000 FCFA
040230727	Smartphone	053854072	5 000 FCFA	055588506	10 000 FCFA
057937928	Smartphone	053822723	5 000 FCFA	055502728	10 000 FCFA
055795149	Smartphone	055493660	5 000 FCFA	053857030	10 000 FCFA
057216691	Smartphone	057412742	5 000 FCFA	050255540	10 000 FCFA
053042910	Smartphone	056166515	5 000 FCFA	8053836409	10 000 FCFA
056273536	Smartphone	040867858	5 000 FCFA	055318610	10 000 FCFA
050533031	Smartphone	055093700	5 000 FCFA	055842193	10 000 FCFA
055302800	Smartphone	044449841	5 000 FCFA		
055645298	Smartphone	053607942	5 000 FCFA	056601493	15 000 FCFA
053511698	Smartphone	055264672	5 000 FCFA	055246239	15 000 FCFA
055504248	Smartphone	055592131	5 000 FCFA	055605693	15 000 FCFA
050048837	Smartphone	055208420	5 000 FCFA	056540483	15 000 FCFA
057213017	Smartphone	056921314	5 000 FCFA		



LE RESEAU DES SMARTPHONES

PROMO TO SEPELA
 Liste des gagnants
 du 8^{ème} tirage
 (suite)

AG Partners

Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains
055749714	15 000 FCFA	055306705	20 000 FCFA	056607732	25 000 FCFA
055651083	15 000 FCFA	057021454	20 000 FCFA	050041855	25 000 FCFA
050902653	15 000 FCFA	053025315	20 000 FCFA	056226174	25 000 FCFA
055821041	15 000 FCFA	055215172	20 000 FCFA	055087554	25 000 FCFA
040254040	15 000 FCFA	056853938	20 000 FCFA	040192221	25 000 FCFA
055599231	15 000 FCFA	056015453	20 000 FCFA	056181297	25 000 FCFA
057474848	15 000 FCFA	050793924	20 000 FCFA		
055879817	15 000 FCFA	056530877	20 000 FCFA	044638689	30 000 FCFA
055784749	15 000 FCFA	040529668	20 000 FCFA	041013944	30 000 FCFA
056113974	15 000 FCFA	056397978	20 000 FCFA	055570133	30 000 FCFA
053320606	15 000 FCFA			056268974	30 000 FCFA
055127599	15 000 FCFA	057137197	25 000 FCFA	040318645	30 000 FCFA
055854299	15 000 FCFA	055804241	25 000 FCFA	055856650	30 000 FCFA
040436765	15 000 FCFA	057654982	25 000 FCFA	056632680	30 000 FCFA
053769495	15 000 FCFA	053773537	25 000 FCFA		
050493964	15 000 FCFA	040038883	25 000 FCFA		
055669403	15 000 FCFA	040449557	25 000 FCFA		
055254457	15 000 FCFA	053049518	25 000 FCFA		
055423483	15 000 FCFA	041041371	25 000 FCFA		
057773790	15 000 FCFA	055789633	25 000 FCFA		
		056893276	25 000 FCFA		
055940131	20 000 FCFA	053358361	25 000 FCFA		
050997436	20 000 FCFA	050086938	25 000 FCFA		
057174006	20 000 FCFA	056571230	25 000 FCFA		
053257115	20 000 FCFA	057063783	25 000 FCFA		
053613681	20 000 FCFA	055544745	25 000 FCFA		
050931738	20 000 FCFA	057113256	25 000 FCFA		
055812467	20 000 FCFA	055990555	25 000 FCFA		
056406657	20 000 FCFA	057491032	25 000 FCFA		

**Gagnant du voyage
 pour Dubaï**
05 370 12 26

MUSIQUE

Bertray Ebara dans Ecole universelle

L'album du Big-boss Bertray Ebara alias New Dog phénomène est attendu impatiemment par les amoureux de l'hip-hop. Avant sa sortie officielle prévue en juin 2017, Les Dépêches de Brazzaville ont rencontré l'artiste en plein studio d'enregistrement pour les retouches. Il explique le menu de son opus.

Réalisé à 95% déjà, Ecole universelle, premier album solo du Big-boss Bertray Ebara contient huit titres. Il s'agit de Intro, Arme de rue, Ce n'est pas de ma faute, Babylone, Street love, Trap Underground, Rime sanglante, et Ou tro. Il s'est autoproduit à 100%.

Quant au style, l'artiste congolais précise qu'il fait du rap français. C'est un album francophonique, dit-il, avant d'ajouter qu'il y a divers styles dans cet opus. « Je reste rappeur dans le bémol. Nous avons essayé de toucher plusieurs styles, mais le fond de ce style est hip-hop. J'ai un morceau qui s'intitule « Arme de rue », qui n'est autre qu'une chanson pour conscientiser. »

En effet, le fond des thèmes que l'artiste aborde dans son album est une prise de conscience en essayant de rendre les gens plus intègres dans la société, de valoriser les œuvres, de redonner la valeur culturelle de son pays et de l'extérieur aussi. Tout comme Arme de rue, dans Babylone il condamne les actes hostiles du monde, de l'humanité ayant fait perdre à l'homme le bon sens de vivre. Il essaie de redonner à l'homme cette image positive afin qu'il puisse avoir une bonne conduite. Car, dit-il, le côté pacifique n'existe plus.

La chanson Babylone est accom-



pagnée d'un clip promotionnel qui fait déjà le tour des chaînes de télévisions nationales. Il y a aussi deux surprises, notamment Street love et Trap Underground. La trap underground est un nouveau style qui vient de naître dans le hip-hop et que beaucoup des jeunes artistes ne pratiquent pas encore. C'est ainsi que pour prouver sa valeur artistique et sa polyvalence, le Big-boss Bertray Ebara a écrit un morceau intitulé Trap Underground. Il en est de même pour Street love, un morceau romantique qu'il a réservé pour le public qui aime les textes mélancoliques.

Quant à la politique promotionnelle de cet opus, son auteur-compositeur promet une bonne politique. « J'ai pu réunir déjà une équipe qui s'en charge de la communication. Sur les réseaux sociaux

on est actif, tout comme sur les chaînes de télévisions. Cet album je l'ai fait pour l'amour que j'ai pour l'art et la culture ; l'argent viendra après. J'ai pensé d'abord redonner de la valeur à notre culture. En outre, j'ai des contacts au niveau international. J'ai signé l'adhésion à la Sacem. J'ai adhéré aussi au Bcda. »

Dans le cadre de la politique promotionnelle, le Big-boss Bertray Ebara a contacté quelques distributeurs qui se chargeront de la vente. Il y aura aussi une vente en ligne et une vente de mains en mains. Premier rappeur congolais à avoir joué un concert en live au Congo-Brazzaville dans la salle omnisport de Ouenzé, le big-boss Bertray Ebara a participé dans beaucoup d'albums.

Bruno Okokana

COMMÉMORATION

Une compétition sportive pour se souvenir de Blaise Adoua

Le 6 mai prochain, au stade Ornano, les rencontres sportives seront organisées pour commémorer la 4ème année de la disparition du général Blaise Adoua.

Les équipes de handball vont s'affronter tandis que les matchs de football se disputeront sur un autre terrain qui reste à déterminer, à en croire le président de l'Association « Les amis de Balise Adoua », Clint Bisseyou, organisateur de cette série d'activités sportives. Le comité d'organisation travaille déjà avec les représentants des clubs engagés dans ce tournoi. « Normalement, la célébration devrait avoir lieu le 13 mai puis que c'est à cette date que le général nous a quittés. Mais le 13 nous ferons le déplacement



d'Ekongo, village où il avait été inhumé pour déposer une gerbe de fleurs », a expliqué le président

de l'association qui porte le nom du défunt général.

Clint Bisseyou a par ailleurs indiqué que les équipes sont déjà prêtes et ne reste plus qu'à programmer les rencontres. Les trophées qui seront mis en jeu pour récompenser les équipes sont également disponibles auprès du comité d'organisation. Nous attendons juste le coup d'envoi à la date du 6 mai. « Les sportifs ne peuvent jamais oublier le général Blaise Adoua parce qu'il a beaucoup œuvré pour faire avancer le sport au Congo », a conclu Clint Bisseyou qui n'a pas manqué de lancer un appel toutes les bonnes volontés qui voudraient les soutenir dans la réussite de cette commémoration.

Rominique Nerplat Makaya

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE MAKOSSO ANTOINE
Suzanne Makambo (Mak Suz) et les enfants annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès d'Antoine Makosso, professeur et inspecteur des lycées à la retraite, décès survenu le 3 avril 2017 à 19h00 au CHU de Brazzaville. L'inhumation aura lieu à Pointe-Noire.



NÉCROLOGIE

Magloire Nzonzi, Agent au Musée-Galerie du Bassin du Congo des Dépêches de Brazzaville, Léopold Nkounkou, Médard Benazo et famille annoncent aux parents, amis et connaissances, que le programme des obsèques de Dominique Mpassi se présente comme suit :

-Lundi 17 avril : arrivée de la dépouille à l'aéroport Maya Maya, le soir et dépôt à la morgue municipale ;
-Mercredi 19 avril :
-9h00 : levée de corps à la morgue ;
-10h : recueillement au domicile, N° 423, rue Mandzomo Plateaux des 15 ans à Brazzaville ;
-12h00 : messe de requiem en la paroisse Jésus Ressuscité au Plateau des 15 ans ;
-14h00 : départ pour le cimetière familial à Koubola ;
-16h00 : retour et fin de la cérémonie.



Donat Ellion Anicet, Mme Ndzila née Kolela Henriette, Auguste Debicas, Cyriaque Salabanzi et la famille Ngoyi annoncent aux parents, amis et connaissances, les décès de leurs mères, nièces, filles, Angélique Ouadiabantou et Rose Nzougou, survenus les 4 et 6 avril à l'hôpital de Makélékélé des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient, N°5, rue Dzoumouna à Kizito-Makélékélé. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

Narcisse Bamoma, Armand Service, les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, père et grand-père Rémy Trouvou, ancien agent de la Mairie, survenu le 12 avril 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile, n°27, rue Loangos à Poto-Poto.

La date des obsèques est fixée au jeudi 20 avril à Brazzaville.



IN MEMORIAM

Daniel Ndeba «Otoua Molombi »

14 avril 2013- 14 avril 2017, voici quatre (4) ans déjà, jour pour jour, que Daniel Ndeba «Otoua Molombi » fut subitement arraché à l'affection de son épouse, ses enfants, petits fils et de sa famille.

La marche irréversible du temps ne pouvant effacer la douleur de la disparition prématurée d'un être cher, tout comme son souvenir, en cette date commémorative, la veuve Ndeba, les enfants Ndeba, Bombo et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Papa tes conseils, ta générosité, ton humilité et ton amour pour tes semblables guideront toujours nos pas. Que ton âme repose en paix.



15 avril 2016 - 15 avril 2017, un (1) an jour pour jour qu'il a plu au bon Dieu de rappeler à lui son fils, notre fils, grand-frère et petit-frère Clooz Alain Van-Presley Belaloy Missengue en ce jour mémorable Gilles Thierry Missengue, les familles Missengue et Nianga prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite le dimanche 23 Avril 2017 dans les paroisses : Sainte Marie de ouenzé ; Saint François d'Assise de Brazzaville et Notre Dame de Pointe-noire.

Que Dieu dans sa grâce lui accorde la Paix éternelle. Ya Clooz nous ne t'oublierons Jamais.



REMERCIEMENTS

Pierre Loufoua, Marie-Joseph Loufouah-Pomo, Mme Fatou Abierge Obiang épouse Mbemba, Moustapha Ndoye. Profondément touchés de diverses marques de sympathie et d'affections, que vous leurs aviez témoignées lors du décès de leur très chère et regrettée grand-mère : N'Tsoko Cécile, pieusement endormie dans le Seigneur le 2 avril 2017 à Nkayi, dans sa 99^e année et inhumée le 9 avril 2017 au cimetière familial de Mpila Moutela. Ils vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous annoncent que des messes seront dites pour le repos de son âme le dimanche 16 avril 2017, 45^e jour de son décès en :

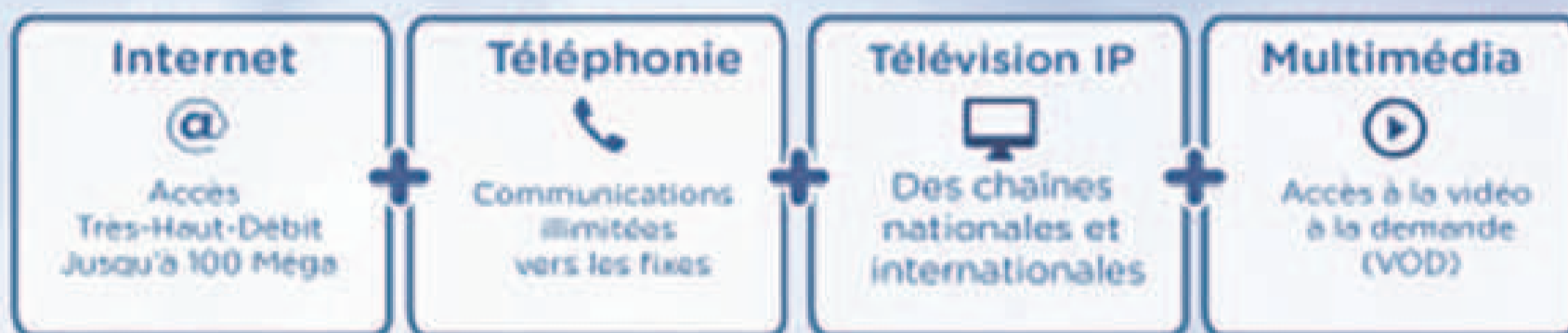
-La Basilique Sainte Anne du Congo à Poto-Poto à 10h00 et en l'église Saint-Esprit de Moungali) Brazzaville à 11h00

-La Cathédrale Sacré Cœur de Nkayi à 10h00. « Seigneur, nous te remercions non pas de nous l'avoir enlevée, mais pour tout le temps que tu nous l'as donnée Koko ! Reposes en paix





Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!



ZONES DEJA COUVERTES

Centre-ville
Plateau des 15 ans
OCH
Mpila

Moungali
Ouenzé
Moukondo
Mikalou

Diata (Ortom)
Bacongo (Case de Gaulle)

A chaque ménage sa fibre!

SOCIÉTÉ

L'ONG Femmes libérales sort des coulisses ulisses

Active depuis quatre ans sur le terrain, la structure présidée par Fanny Sawasawa a procédé à sa sortie officielle le mercredi 12 avril en fin de matinée au cours d'une cérémonie organisée à cet effet dans la salle de fête Bibi Play's située dans la commune de Kalamu le long de la célèbre avenue de la Victoire.

L'objectif primordial de la rencontre visait à présenter l'ONG Femmes libérales (F.L.) au travers de ses réalisations depuis son entrée en activité il y a quatre ans, soit en mars 2013. Les services offerts à la société par le biais de l'assistance apportée à une frange de la population démunie, plus particulièrement celle vivant dans les quartiers périurbains de la ville de Kinshasa. F.L. œuvre essentiellement dans la promotion et la défense des droits des femmes et des enfants démunis. Les domaines d'intervention de l'ONG, a fait savoir la présidente Fanny Sawasawa, sont multiples avec à la clé la protection des droits des plus démunis. L'accent est mis sur des secteurs comme l'éducation, la santé publique, la sécurité alimentaire, le logement et la prise en charge des démunis.

L'ONG F.L. compte parmi ses réalisations des actions menées dans les différents secteurs d'interventions sus évoqués. Pour cela, elle cite notamment le maraîchage réalisé dans la commune de la N'Sele. Cette activité englobe la production et vente des produits maraîchers. Et, dans son prolongement, elle met un doigt à l'agro-alimentaire avec, entre autres, la fabrication de la confi-



ture à base de papaye et de jus de citron. Pour ce qui est du registre de l'aide directe aux enfants démunis, F.L. a ciblé le quartier Badara, une cité proche de l'aéroport de N'Djili dans la commune de la N'sele. Elle a assuré la prise en charge de petits misérables par une assistance de proximité. Ce, en leur offrant un toit dans un centre d'hébergement créé à leur intention d'une capacité d'accueil de vingt personnes. Et, pour les femmes, une aide a été apportée à des démunies de Mikondo et de Kingasani. Une formation a été livrée à dix-huit filles-mères et garçons. Les premières en ont reçu en art culinaire de sorte à leur permettre de parvenir à leur autonomie avec les pratiques acquises. Au-delà de l'hébergement, il a été apporté aussi un appui à la scolarisation à vingt-cinq enfants issus de familles démunies à Badara, Ngaba

: Le directoire de l'ONG F.L. à la cérémonie de présentation et Kisenso. Et, sur le plan sanitaire, F.L. a contribué à la circoncision de quelques enfants de démunis.

Demande d'appui

Au nombre de quelques difficultés rencontrées jusqu'ici, la présidente a notamment évoqué la fermeture du premier centre d'hébergement à Bibwa dont la capacité d'accueil s'estimait à une vingtaine de filles-mères. Faute de moyens suffisants pouvant assurer aux jeunes pensionnaires un encadrement et un suivi adéquat. Jusqu'à présent les actions menées par F.L. ont été réalisées sans soutien extérieur. En effet, les cotisations des membres et libéralités de certains particuliers ont jusqu'à présent servi tant bien que mal à couvrir les frais alloués à chacune d'elles. Ainsi, la présidente Fanny Sawasawa a profité de l'occasion

offerte en ce jour pour lancer un appel à toute âme charitable à apporter un soutien à l'œuvre qui a l'ambition, a-t-elle dit, « d'étendre ses antennes dans les vingt-six provinces de la RDC, voire jusqu'à l'étranger ». À cet effet, elle a fait cette adresse sur un ton qui a ému l'assistance : « Toute personne capable de nous venir en aide au moyen de dons, legs ou contributions de tout genre en vue de permettre à l'ONG de réaliser ses projets ». Et d'ajouter à l'endroit de potentiels bailleurs de fonds : « Nous restons ouvertes à toute sorte de partenariat susceptible de mener les femmes libérales à un développement harmonieux, par-delà, nous avons besoin d'un appui qui permette à F.L. de se développer ».

La présentation de l'ONG achevée avec cette demande, elle a enchaîné avec celle des membres de son directoire. La vice-présidente Generose Mutanda, l'intendante Marthe Basoko et le chargé des questions techniques et sociales également conseiller psychologique, Guerschom Mbayo Ngandu, la secrétaire Sarah-Liz Cibenda. Elle a conclu son propos en parlant de l'adhésion à l'ONG qui est libre et ouverte à toute personne, physique ou morale. Pour ce faire, il suffit juste d'entrer en contact avec l'administration à ses bureaux au numéro 74 de l'avenue Mangayi, commune de Kasavubu. Elle se charge de donner toutes les informations utiles à ce sujet.

Nioni Masela

COMMUNE DE MONT NGAFULA

Les jeunes du quartier «Série 10» de plus en plus engagés politiquement

Ce quartier de la commune de Mt Ngafula situé dans la périphérie kinoise fait partie de nouveaux lotissements initiés il y a quelques années par l'autorité foncière. Dans ce bas quartier urbano-rural où les indices de développement sont à rechercher à la loupe, les jeunes semblent de plus en plus s'intéresser à la politique dans un élan d'éveil citoyen qui ne manque pas de laisser des traces...

Une sorte de résignation collective gangrène les consciences. Sans eau ni électricité, la population de « Série 10 » mène une vie aux antipodes des exigences citadines. En pleine capitale, ils tentent d'imprimer un mode d'existence et un style de vie arriérés, reflétant des réalités du terroir d'où ils proviennent pour la plupart. Déjà confrontés à une précarité existentielle qu'ils ont intégrée bien malgré eux dans leur style de vie, convaincus que l'Etat n'existe que pour les autres, les habitants de « Série 10 » sont dorénavant obligés de faire face à une nouvelle réalité : l'engagement politique aigu des jeunes. Jamais le quartier, réputé bastion de l'opposition, ne s'est aussi mal porté avec, à la clé, des actions de rue qui mettent constamment en mal la quiétude des habitants.

Classée zone rouge, ce bas quartier de Kinshasa est en ébullition depuis que le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement a décidé d'initier une série d'actions de rue pour réclamer l'application de l'accord du 31 décembre. Des jeunes gens politisés à outrance sont quotidiennement mis à contribution pour relayer les messages de l'opposition, plus que jamais déterminée à en découdre avec un pouvoir visiblement déterminé à ne pas lâcher du lest. Pendant qu'affluent

des messages de dissuasion exhortant les jeunes à ne pas se laisser instrumentaliser par des politiciens véreux en quête de positionnement, ceux de « Série 10 » préfèrent se lancer à corps perdu dans le combat pour l'alternance, coachés par d'autres jeunes un peu plus éveillés politiquement.

Un nom est cité dans la foulée. Pelagie Mayambu. Cette dernière - financée par des structures mues par le souci d'encadrer politiquement des jeunes - passe pour le cerveau-moteur des fréquents appels à la désobéissance civile et d'autres actions similaires commises dans cette juridiction au nom d'une certaine opposition. Depuis la ville-morte décrétée par le Rassemblement le 3 avril à la dernière marche pacifique réprimée du 10 avril, les jeunes de « Série 10 » sont toujours à la manœuvre, donnant fréquemment du fil à retordre aux forces de l'ordre. Incarcérée le 03 novembre 2016, (soit vingt-trois jours après l'arrestation de sa sœur Gloria Mayambu écrouée au motif d'avoir perturbé l'ordre public et d'incitation à la violence), Pelagie jouerait un rôle très actif dans le recrutement, la mobilisation et la formation des jeunes dans une perspective d'éveil patriotique et citoyen. Issue d'une famille dont le passé révèle le regret, elle fait partie de cette catégorie des jeunes politiquement engagés qui luttent pour le triomphe des idées progressistes.

A tout prendre, la situation des habitants de « Série 10 » s'insère dans un contexte général d'effervescence politique caractérisé par l'échec des négociations directes Opposition-Majorité tel que reflété par la non signature des arrangements particuliers liés à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre.

Alain Diasso

EX-KATANGA

Les entreprises minières prêtes à importer l'électricité de l'Afrique du sud

L'initiative vise à réduire le grand déficit local d'énergie qui a affaibli la production minière de la RDC, principal producteur de cuivre du continent.

Les entreprises minières établies au Katanga éprouvent d'énormes difficultés pour fonctionner à cause des déficits énergétiques chroniques constatés sur le plan local. La vaste région minière du Katanga, riche en cuivre, ne recevrait environ que la moitié de l'énergie dont elle a besoin de la part du réseau national. Une situation qui met constamment en difficultés les opérateurs du secteur minier obligés de chercher des alternatives pour assurer leur fonctionnement. Plusieurs d'entre ces entreprises recourent régulièrement aux générateurs à défaut d'importer l'énergie de la Zambie voisine. Pour ne pas continuer à subir constamment cette situation qui, à terme, risque de paralyser le secteur minier dans la province du Katanga, les délégués de la Société nationale d'électricité (Snel) tiennent depuis jeudi 13 avril des pourparlers avec la chambre de commerce du Congo. Le but de ces concertations, à en croire l'agence Reuters, est de négocier les importations d'électricité produite par l'entreprise sud-africaine Eskom. L'objectif, comme l'a laissé entendre Eric Monga, le président de la chambre de commerce du Congo dans la région minière du sud-est, est de réduire le grand déficit local d'énergie ayant affaibli la production minière du pays, principal producteur de cuivre du continent.

La démarche est présentée comme salutaire pour l'industrie minière locale d'autant plus qu'il s'agit, non seulement,

de faire face aux déficits énergétiques massifs, mais aussi aux précipitations devenues « limitées » lesquelles pourraient entraîner une chute de production de près de 50% dans les principales centrales hydroélectriques du pays au cours de la saison sèche de mai à septembre prochain. C'est donc une façon de prévenir cet état des choses que la Snel s'emploie à conclure ce deal, en synergie avec la Chambre de commerce du Congo, de sorte à revitaliser le secteur minier en RDC.

Nonobstant le coût prohibitif de l'opération, les autorités congolaises sont déterminées à aller jusqu'au bout de leur logique. « C'est nettement plus cher [...] mais l'intérêt économique est tellement formidable que nous sommes obligés d'aller discuter avec eux », a déclaré Eric Monga. L'électricité importée d'Afrique du Sud impliquerait le transport via de centaines de kilomètres de câbles à travers le Zimbabwe et la Zambie, entraînant ainsi l'augmentation des coûts, reconnaît-il. Toutefois, il est précisé que chaque société minière serait libre de négocier avec Eskom pour la quantité d'énergie dont elle a besoin. Glencore, Ivanhoe Mines et Randgold comptés parmi les grands opérateurs du secteur auraient déjà souscrit à cette transaction. Rappelons par ailleurs que la RDC est censé construire un nouveau barrage de 4.800 MW de 14 milliards de dollars sur le fleuve Congo d'ici 2020 - avec 2.500 MW affectés à l'Afrique du Sud - mais peu d'avancées sont enregistrées, le gouvernement n'ayant pas encore sélectionné un entrepreneur.

A.D.

STRATÉGIE POLITIQUE

Joseph Kabila tient encore le bon bout

Se faisant l'arbitre d'une crise provoquée par son maintien au pouvoir, le chef de l'Etat congolais paraît détenir seul les clés du processus politique et démocratique dans son pays en se présentant comme le seul rempart contre le chaos et la décadence.

On reconnaît un homme d'Etat par sa capacité à gérer des chocs et des mutations. Cette pensée s'applique parfaitement au personnage Joseph Kabila Kabange qui, au fil des années, a fini par acquiescer un sixième sens, celui de la maîtrise du temps et des enjeux. Plus d'une fois, il a été présenté comme affaibli politiquement par ses détracteurs qui n'hésitent pas à lui prédire une fin de règne sans gloire. La rengaine longtemps ressassée par des opposants en mal de sensation a consisté à ne pas accorder la moindre chance à Joseph Kabila de demeurer au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel. Certains ont poussé l'outrecuidance jusqu'à ne pas lui donner une seule seconde après le 20 décembre, date butoir qui devrait consacrer la fin légale de sa mandature. Nonobstant les pressions internes et externes exercées sur sa personne sur fond de l'épouvante

que représentait l'échéance du 19 décembre 2016 sur laquelle surfit l'opposition pour obtenir son départ avec le concours de la rue, Joseph Kabila est resté sur son piédestal, couvert par l'arrêt de la Cour suprême de justice rendu le 11 mai 2016.

Pour éviter un vide institutionnel consécutif à la non tenue des élections et préserver la continuité de l'Etat, « le président de la République reste en fonction jusqu'à l'installation du nouveau président élu ». Nonobstant la controverse suscitée par cet arrêt et les multiples exégètes de ses moindres codicilles, le chef de l'Etat est resté imperturbable affichant même une sérénité qui contrastait avec la tension qui couvait dans le pays. Aujourd'hui, il tient encore et toujours la dragée haute après l'échec des négociations directes Opposition-Majorité tel que consacré par la non signature des arrangements particuliers portant sur les modalités d'application de l'accord du 31 décembre. L'église catholique qui avait pris fait et cause pour l'opposition lors des discussions de la Cité de l'Union africaine au point de claquer la porte en surfant, entre autres, sur le déficit d'inclusivité, s'est vue justement

confiée la mission de ramener notamment à la table de négociations l'opposition non signataire de l'accord du 18 octobre.

Ne voyant pas venir le piège, le clergé catholique s'est engagé dans une voie sans issue, ne misant que sur la bonne foi des parties prenantes. Au finish, l'église catholique est sortie déplumée et presque discréditée d'une partie dont elle n'avait pas la maîtrise, aidée dans sa débâcle par une classe politique fébrile, scissipare et en déficit permanent de convictions. L'échec de la mission de bons offices des évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a permis à Joseph Kabila de reprendre le contrôle de la situation en initiant de nouvelles consultations en vue d'obtenir le consensus sur les deux sujets restés en suspens, en l'occurrence, la nomination du Premier ministre et la désignation du successeur d'Etienne Tshisekedi à la tête du Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA). Joseph Kabila a pu gérer cette séquence avec habileté laissant sur les carreaux l'opposition pure et dure incarnée par le Rassemblement (aile Félix Tshisekedi) dont la fixation sur la candidature du fils Tshisekedi comme

Premier ministre, devenait à la limite ennuyeux et insipide.

Les dés sont jetés

Les querelles byzantines du Rassemblement de l'opposition dont les cadres se sont fourvoyés dans des luttes de positionnement avec, à la clé, des approches divergentes sur la restructuration de la plate-forme, ont donné des ailes à Joseph Kabila dont honneur et l'orgueil ont été sauvegardés. Son coup de force, c'est justement d'avoir réussi d'infantiliser l'opposition au point que celle-ci semble avoir lâché la proie pour l'ombre qui n'est autre que le poste de Premier ministre. La nomination de Bruno Tshibala à la Primature a davantage fissuré le Rassemblement empêtré dans des envies et des ambitions personnelles souvent hors de contrôle des instances dirigeantes. En s'entredéchirant autour des postes, l'opposition tend à oublier l'essentiel, c'est-à-dire, l'organisation des élections qui, paradoxalement, sont reléguées au second plan.

Se faisant l'arbitre d'une crise provoquée par son maintien au pouvoir, Joseph Kabila paraît, plus que jamais, détenir seul les clés du processus politique et démocratique en RDC en se présentant

comme le seul rempart contre le chaos dans un pays qui l'a trop connu. Celui à qui le Congo doit d'avoir tenu en 2006 ses premières élections libres depuis quarante ans paraît être l'homme de la situation et à se demander si la frange radicale du Rassemblement a encore les moyens de l'obliger à revenir sur sa décision. Les dés sont jetés. Tous ceux qui avaient sous-estimé Joseph Kabila et pris son mutisme pour une faiblesse devront dorénavant se raviser et reconsidérer l'homme dans ses qualités et ses atouts. Devant l'ouragan de l'histoire, il a réussi à sortir la tête haute là où d'aucuns le présentaient pour perdant à l'image de Jésus Christ dont la quiétude à l'épreuve de la tempête qui menaçait leur embarcation, contrastait avec la panique qui avait étreint ses disciples en plein lac de Tibériade (Marc, 4-35).

Ce qui fait dire aux nombreux observateurs que tout ceci procède du surnaturel. Joseph Kabila puiserait sa force de régénérer politiquement dans la divinité du christ, se convainc-t-on. Il s'est fixé une vision et un objectif, quitte à la communauté nationale de s'en imprégner.

Alain Diasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Chemises à rabat

Magazines



Cartes de visite



Dépliant



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliant
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773

+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LIVRES

Coup de projecteur sur « Les Baluba d'hier et d'aujourd'hui »

Jean-François Ngandu Kamunga prend comme prétexte l'histoire de ce peuple réputé de la République démocratique du Congo vivant dans la région du Kasaï pour évoquer de manière générale l'évolution des cultures africaines.

Lire les 304 pages de cette récente parution des éditions L'harmattan est comparé à « un long voyage à la découverte des Baluba d'hier et d'aujourd'hui ». Les Baluba d'hier et d'aujourd'hui servira assurément de lanterne à « tous les Baluba qui ne maîtrisent pas bien leur histoire ainsi que leurs traditions culturelles ». Mais le livre fait encore plus que cela. En effet selon la quatrième de couverture, ce périple se prolonge au-delà des frontières de la RDC de sorte que finalement l'ouvrage couvre un plus large spectre et « s'adresse à tous ceux qui veulent découvrir, comprendre et approfondir l'évolution des cultures africaines d'une manière générale ». Le sous-titre « Permanences, ruptures, transformations et extinctions des traditions africaines » nous révèle les divers aspects que l'anthropologue Jean-François Ngandu Kamunga a choisi d'aborder dans son livre. L'auteur entreprend une démarche constructive au travers de ses écrits convaincu que « connaître sa culture d'origine, maîtriser son histoire et sa philosophie, permet à chaque être humain de bien se situer dans sa vie sociale ». Et par-delà, « d'être en équilibre par rapport à soi et aux autres ». Cependant, soutient-il en-

core, « pour vivre en équilibre avec soi-même, il faut assumer son héritage socioculturel ». Lequel héritage doit, à son sens, être transmis et à cet effet, il n'a pas tort de tenir, ainsi qu'il



La couverture du livre Les Baluba d'hier et d'aujourd'hui

le déclare : « la transmission de notre culture pour une mission sacrée ». Et l'on a l'impression qu'il tient une sorte de conseil dans cette adresse toute particulière qu'il poursuit à l'endroit des Luba : « Nous devons être fiers de notre « être luba ». Il s'agit d'un héritage culturel commun et nous ne pouvons pas accepter son extinction totale. Nous avons le devoir de le transmettre à la génération suivante ». Et donc, faute de le tenir, le leur dire de vive voix, « c'est ce que cet ouvrage se propose de faire », nous fait savoir la quatrième de couverture.

Nioni Masela

HYDROCARBURES

La réunion sur la fixation des prix s'est tenue dans la capitale économique

Débutés mardi 11, les travaux de la réunion des prix fixés des hydrocarbures produits en République du Congo au premier trimestre 2017 se sont achevés mercredi 12 avril en présence de Jean Marc Thystère Tchicaya, ministre des hydrocarbures, accompagné de divers experts de ce domaine, des responsables des sociétés des hydrocarbures et des invités

Ainsi, les travaux de cette rencontre indiquent que le premier trimestre 2017 a vu le Brent Daté s'évaluer sur des perspectives stables et sur une baisse survenue à la deuxième semaine du mois de mars. Cette situation est consécutive à l'accord historique de la limitation des approvisionnements des pays de l'OPEP et hors OPEP intervenu le 30 novembre 2016 lors de la réunion de Vienne. Le baril du Brent daté a démarré le trimestre à 54,9\$ et l'a clôturé à 51,9\$. Avec une moyenne trimestrielle de 53, 7\$ en hausse de 10% par rapport au trimestre précédent, il a basculé de la fourchette de 45-50\$ à celle de 50-55\$, mais sans jamais véritablement pouvoir s'installer dans l'objectif des 55-60\$.

En effet, cette évolution des cours de pétrole résulte de la conjonction des facteurs haussiers et baissiers suivants : le respect des engagements de l'accord de réduction de la production par les pays de l'OPEP, le plus haut niveau des stocks de pétrole brut et d'essence américains, les inquiétudes relatives au non respect de certains producteurs hors OPEP de leurs promesses de réduction

de production, le nombre élevé d'appareils de forage américains à son plus haut niveau depuis octobre 2015, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Les perspectives économiques indiquent que la reprise de l'économie mondiale se poursuit soutenue par la confiance croissante des ménages et des entreprises notamment aux Etats-Unis et dans les pays émergents. En outre la stabilité de la croissance au Japon et en Europe et la vigueur de l'économie chinoise renforcent l'optimisme de la perspective économique mondiale. Dans un climat de grande confiance sur le renforcement de l'économie, la réserve fédérale américaine a augmenté ses taux d'intérêt de référence pour la deuxième fois en trois mois de vingt cinq points de base à 1%. D'autres augmentations sont probablement attendues en 2017.

L'offre et la demande mondiales de pétrole, au cours du trimestre illustrent que la demande mondiale du pétrole a été supérieure à l'offre de 0,42 MBbls/j, pour la première fois depuis douze trimestres. L'offre mondiale en pétrole au premier trimestre 2017 à 96,3 MBbl/j a diminué par rapport au trimestre précédent de 2MBbl/j. Cette diminution résulte principalement du respect des engagements de réduction de la production des pays de l'OPEP et hors OPEP. La demande mondiale quant à elle à 96,7Mbaril/j, a diminué de 1,2Mbaril/j par rapport au trimestre précédent.

Les perspectives du marché pétrolier au deuxième trimestre



Photo de famille à la fin des travaux

2017, les cours de pétrole devront se traiter la plupart du temps au-dessus de leur moyenne de 2016. Le potentiel haussier pourrait davantage se manifester au second trimestre si les fondamentaux du marché enregistrent une amélioration significative. Ils pourront progresser vers 60 dollars de baril d'ici à fin 2017 à la faveur d'un rééquilibrage du marché mondial. Cette hausse pourrait, toutefois, être freinée par quelques facteurs à savoir, un dollar fort, une reprise de production américaine de pétrole de schiste ; une susceptibilité de revenir aux engagements de réduction de la production, des importances réductions pour rééquilibrer le marché, et une atténuation des tensions géopolitiques en Libye et au Nigeria. En conséquence pour le deuxième trimestre 2017, le prix de baril de Brent daté pourrait évoluer dans la fourchette de 50

à 60\$/Bbl.

S'agissant des prix fixés des hydrocarbures, les moyennes trimestrielles des prix fixés des hydrocarbures produits aux Congo, arrêtés au cours de la réunion des prix du premier trimestre 2017 en dollars par baril, se présentent comme suit : Djéno Mélange 52,2 ; Nkossa Blend 53,1 ; Yombo 48 ; Nkossa Butane 47 ; Nkossa Propane 24,2. Les moyennes des différentiels des prix des bruts congolais en dollars par baril, sont les suivantes : Djéno Mélange : -1,7 par rapport au Brent daté ; Nkossa Blend : -0,9 par rapport au Brent daté ; Yombo : -6,1 par rapport au Brent daté ; Nkossa Butane : 6 par rapport au butane North West Europe ; Nkossa Propane : -5,5 par rapport au Propane Mont Belvieu. La moyenne trimestrielle des prix fixés des hydrocarbures lors de la réunion des prix au premier trimestre

2017 est de 51,7 dollars par baril, pour un différentiel de -1,7 dollar par baril.

Clôturant les travaux de cette réunion Jean Marc Thystère Tchicaya a indiqué qu'« il y a des raisons de rester optimiste quant au rééquilibrage à terme du marché pétrolier international par une demande plus importante et une réduction conséquente de l'offre des pays cartel OPEP. Le maintien des activités de ce secteur doit donc s'appuyer sur une hausse de production soutenue par tous les projets de développement engagés et à venir, la préservation des emplois, et la relance de l'exploration dynamisée par le biais de la promotion du domaine minier congolais en cours ».

Le comité de cette rencontre a été organisé par la société Total E&P Congo.

Séverin Ibara

FORMATION

Jean Didier Bokoungou annonce le lancement des carrières internationales

Prélude à la conférence inaugurale ce 14 avril de la Bibliothèque du développement et de la paix(BDP), le professeur Jean Didier Bokoungou s'est entretenu avec la presse locale au siège de ladite bibliothèque. Au menu : le lancement sous peu d'une classe préparatoire aux carrières internationales

Après avoir constaté la sous-représentativité des Congolais dans les institutions internationales, Jean Didier Bokoungou a décidé de créer la Bibliothèque du développement et de la paix, un centre privé d'information et de formation à caractère scientifique et culturel, qui ouvre ces portes ce vendredi au profit du public ponténégrin.

Au cours de cet entretien, il a annoncé le lancement dans les prochains jours d'une classe préparatoire aux carrières internationales. « Les Congolais sont sous-représentés dans les institutions internationales et banques internationales, c'est pourquoi, nous allons mettre en place un programme des jeunes diplômés pour leur permettre de se présenter aux concours internationaux, comme jeunes experts de la francophonie, de l'Union Africaine, de la Banque mondiale, de la



Pr Jean Didier Bokoungou «adiac»

Banque africaine de développement etc. Nous allons les former parce que pour y participer, il faut être formé et savoir comment s'y prendre. Il faut savoir, où trouver les informations, comment préparer le dossier, un entretien », a martelé l'orateur. La BDP, a-t-il indiqué, entend également valoriser les enseignements et les formations

à distance pour donner la possibilité aux jeunes congolais d'obtenir les diplômes des grandes universités étrangères (Paris, Toulouse1, Limoges, Rouen etc). « Nous ferons des formations grâce au partenariat avec des universités étrangères. Moi-même je suis titulaire à l'Université catholique d'Afrique centrale depuis 22ans. Au cours de la prochaine rentrée académique, les étudiants congolais prépareront le master à partir de Pointe-Noire. A cet effet, ils recevront les mêmes enseignements que ceux de Yaoundé et le diplôme sera délivré à l'Université catholique de Yaoundé. Nous ne sommes pas une université mais nous n'organisons que des formations », a-t-il expliqué.

Centre d'examen et de soutenance des universités étrangères, des cabinets de formation et des instituts de renforcement des capacités de réputation internationale, la BDP organise des conférences entre-

preneuriales et des séminaires spécialisés et réalise des études stratégiques au profit des acteurs économiques ainsi qu'un séminaire méthodologique en droit, gestion et sciences sociales pour la préparation des projets de thèses et la recherche d'une inscription en doctorat qui s'ouvre déjà, dès la fin de ce mois, a renchéri le promoteur du projet.

Avant la cérémonie officielle d'ouverture de cette bibliothèque, Jean Didier Bokoungou a déterminé, en outre, les différentes activités qu'organisera ce Centre professionnel dans un bref délai. « Concernant les métiers, nous organiserons une formation professionnelle sur les questions juridiques qui peuvent permettre de renforcer leurs compétences mais, il y a aussi en terme d'information des conférences qui seront organisées ici et dont la première aura lieu ce vendredi 14 avril sur la thématique : Conseil de Famille dans le droit congolais comme institution de paix et de développement », a-t-il révélé.

Notons que la BDP sera ouverte à tout le monde sans discrimination, sous réserve d'abonnement sauf pour certaines conférences dont l'entrée est gratuite et sur invitation.

Charlem Léa Legnoki

MOTS FLÉCHÉS N°144

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

GROUPEMENTS DE PERSONNES	COULEUR DE L'ESPOIR	APPROUVES LES IDÉES	DÉCOLLAGE	SOUS TENSION	CELA VA SANS DIRE	DES RAMES AUTOUR DE PARIS
LIGNÉE	RELATIF AU CHIEN	PIPE ORIENTALE		LA CHEMISE À SON TOUR		
					ARGON AU LABO	
					MOIS DE VACANCES	
PRÉNOM FÉMININ			PLUS QUE GOURMAND			
AUTORITÉ OPPOSÉE			LES MOINS BIEN			
ICI EN PLUS COURT		ÉLÉMENT DE BARBECUE		DÉGOMMA		CÔTÉ D'UN RECTANGLE
RECOUVRIR DE MÉTAL		IL TIEN UN CLUB		LIBERTÉ D'ACTION		
				TABLE D'OFFICE		
				PERCEPTIBLE PAR L'OREILLE		
IL ENTOURE LE LAGON	ILS SONT ÉMINEMMENT VOLATILES				POSSESSIF	
					UNITÉS BINAIRES	
			FUT INFORMÉ		CHARPENTE DE NAVIRE	
			LENTILLE FOURRAGÈRE		LOURDE	
PRÊTRE ORTHODOXE	CARABOSSE, PAR EXEMPLE			EMPLOI DE STIMULANTS		
	SOIN DE LA PEAU					
			GRENOUILLE			
			INSIPIDE			
JAMAIS PORTÉS				C'EST LUI LE PATRON !		DRAIN POUR UNE PLAIE
UTILISERA				FOYER DE CHEMINÉE		
			PONT DE PARIS		STRONTIUM	
					RÉCIPENTS DE CHIMISTES	
BANDE DE DÉCOR	ELLE ENRICHIT LE PAYSAGE BRETON	DÉCOLORÉE				GRÂCE À LUI, ON REMPORTE LE POINT
		ESPÈCE DE SAPAJOU				
			PATRON DES HAUTES-PYRÉNÉES	ENLEVA LE HAUT		
				ARBRE DE HAIE		
MÉMOIRE DU PETIT ÉCRAN					POINTE DANGE-REUSE À FLEUR D'EAU	
PLAT MAROCAIN		ARCHITECTE DE PYRAMIDES				
			BANDE AU POSTE		SYNDICAT DE L'ÉDITION	

SUDOKU N°144

>FACILE

			6				5	
8	7	6	3	5				
5		1	4	2		9		8
			7	9			3	
3		9	1		5	7		6
	2			3	6			
4		7		6	3	2		9
				8	1	4	7	5
	5				4			

>MOYEN

	6	7	2		5	1	8	
5		8			6			
	2							
		5	7			3	1	
3			5	8				6
	4	2			1	8		
							3	
			4			6		8
	1	6	8		7	2	9	

>DIFFICILE

	7		3	1		2		
	8	9				3		
	3				9		7	
				2	3	8		6
9				4				5
3		6	8	5				
	9		1				6	
		7				4	2	
		3		7	4		8	

MOTS CROISÉS N°144

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

1. Il prémunit contre les conséquences d'un aveuglement passager. - 2. Cautionne le projet. Terme de mépris. - 3. Qui ne plie pas facilement. Ouvert au col. - 4. Archives télévisuelles. Dans la gamme. - 5. Petit élu. Traverser Turin. Mâle de l'oie. - 6. Soldat de Lee. - 7. Principe odorant. Peintures murales. - 8. République insulaire. Ardente à l'ouvrage. - 9. Nouvelle version d'un film. Spécialité de Bretagne. - 10. Homme de Colombo.

>VERTICALEMENT

A. Ils n'éprouvent aucun scrupule à faire du profit avec des religieuses. - B. Baroudeur. - C. Ragoût. écrasé. - D. La campagne lui a réussi. Relatif à l'épiphyse du cerveau. - E. Marque une intensité. La reine du parterre. Particule élémentaire. - F. Roi d'Israël. Très paisible. - G. Monnaie bulgare. Bazardé. - H. Perroquet coloré. Herbacée africaine. - I. Hérissons des caves. Montraï sa colère. - J. Connexions. Mets en jeu.

MOTS À MOTS N°144

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① **R A T E** + **R I X E** = **E** | | | | | | | |
- ② **A I R E** + **L E N T** = | | | | **L** | | | |
- ③ **L E G E** + **U R N E** = | | | | | | **R** | |

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°143

A	R	C	T	R	M						
A	G	I	T	E	R	O	D	O	R	A	T
A	T	T	R	O	U	P	E	M	E	N	T
E	C	O	S	L	O	A	V	E	C		
A	N	E	S	E	A	N	E	T			
S	N	N	I	M	E	V	E	N	T		
T	A	T	O	U	A	G	E	D	E	R	
P	E	S	E	N	T	A	N	A	R	G	
W	C	D	R	E	M	P	I	L	E		
E	T	U	D	I	E	S	S	E	S		
A	R	A	I	N	S	A	N	E	S	P	
V	I	S	E	E	S	T	U	C	I		
F	I	N	E	S	S	E	S	D	O	D	O
D	C	E	M	A	L	O	U	I	N		
V	E	L	U	D	U	S	S	E	T	S	

MOTS CROISÉS N°143

M	E	S	S	A	G	E	R	I	E		
E	N	T	E	N	D	U	E	F			
U	O	L	A	S	N	C	F				
R	E	P	A	R	A	T	E	U	R		
T	U	C	L	A	I	O					
R	P	I	C	T	A	R	N				
I	O	L	E	F	I	L	E	T			
E	P	I	N	E	U	S	E				
R	U	S	L	I	M	A	C	E			
E	S	B	U	E	E	A	S				

SUDOKU N°143

2	1	4	9	6	7	5	3	8
6	3	7	1	8	5	4	2	9
5	9	8	2	3	4	1	6	7
7	2	3	5	1	8	6	9	4
9	5	6	4	7	2	8	1	3
8	4	1	6	9	3	7	5	2
4	6	5	7	2	9	3	8	1
3	7	2	8	5	1	9	4	6
1	8	9	3	4	6	2	7	5
8	6	5	4	3	9	2	7	1
7	3	1	2	8	6	5	9	4
2	9	4	7	5	1	6	3	8
4	1	6	3	9	8	7	5	2
9	2	8	5	1	7	4	6	3
3	5	7	6	4	2	8	1	9
6	7	9	8	2	3	1	4	5
5	8	3	1	6	4	9	2	7
1	4	2	9	7	5	3	8	6
6	8	4	7	3	2	5	1	9
9	7	3	1	8	5	2	6	4
5	2	1	9	6	4	3	8	7
2	1	5	3	7	6	9	4	8
4	3	9	5	1	8	7	2	6
7	6	8	4	2	9	1	3	5
1	4	2	8	5	7	6	9	3
8	5	6	2	9	3	4	7	1
3	9	7	6	4	1	8	5	2

MOTS À MOTS N°143

1/ ÉVEILLER - 2/TANNERIE - 3/EUROPÉEN

CONGO

Le comité national olympique met en place sa commission électorale

L'ancien ministre des Sports, Gabriel Oba Apounou, assume les fonctions de président, Michel Niambi assure la vice-présidence et Joachim Magema, le rapporteur.



Le bureau du Comité olympique lors des travaux (DR)

Bientôt, le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) renouvellera ses instances. La commission électorale de trois membres, mise en place lors de la récente assemblée générale extraordinaire tenue à Brazzaville, aura pour mission de conduire le processus électoral, de la réception des candidatures à la proclamation des résultats définitifs du scrutin qui marquera l'entrée en jeu du Cnosc dans l'olympiade 2017-2020. La 3ème vice-présidence du futur bureau exécutif du Cnosc est réservée aux candidatures féminines.

Réaménagements...

Les travaux de l'assemblée générale extraordinaire ont porté sur le renouvellement des statuts du Cnosc, dont le projet avait été validé par le Comité international olympique (CIO), après avoir intégré quelques recommandations fondées sur la Charte olympique. La bonne gouvernance en fait partie tout comme la proposition de loi portant organisation et développement des activités sportives.

L'emblème du Cnosc a été également modifié. Les statuts renouvelés ont été finalement adoptés avec amendement tels qu'approuvés le 24 mars 2017, souligne le communiqué de ladite assemblée. Le président du Cnosc, Raymond Ibata, s'est dit satisfait des résolutions de cette assemblée générale extraordinaire qui, selon lui, contribueront à l'avancement du mouvement olympique.

Rominique Nerplat Makaya

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION TOTAL

Les Léopards de Dolisie ont l'obligation du résultat

L'Athlétique club Léopards de Dolisie affronte, ce samedi dans la capitale du Swaziland, Mbabane Swallows en match retour du tour de cadrage. Un match qui va départager les deux clubs d'autant plus qu'un seul des deux est autorisé à accéder à la phase des poules.

Vainqueur à l'aller sur un score écriqué d'un but à zéro, les Fauves du Niari ont l'obligation du résultat pour sauver le football congolais à la croisée des chemins. Éliminés de la Ligue des champions par Saint George d'Éthiopie, les Léopards de Dolisie ne sont pas à la place qu'ils méritent. C'est pour cette raison que Rémy Ayayos Ikounga a pris l'engagement de renforcer le staff technique en faisant venir, à quelques jours de la manche aller, Mohamed Nabi Nassredine Nash, son ancien conseiller technique en 2012, dans le but d'élever le niveau technique des Fauves du Niari.

Nash a supervisé le match aller depuis les tribunes puis a livré son premier constat sur l'équipe qu'il va diriger. « Nous sommes dans un constat actuellement. Dans toutes les lignes, nous avons des problèmes d'ordre physique, tactique et même d'ordre individuel. Les choses ne s'arrangent pas en une semaine ou trois. Nous allons mettre en place toute une stratégie pour pouvoir ramener la qualification de Swaziland mais il y a vraiment un plan Marshall qui va être annoncé pour l'AC Léopards pour l'avenir. En d'autres termes, une stratégie en profondeur pour remettre l'équipe à la place qu'elle mérite », a indiqué Nash qui bénéficie du soutien du président de l'AC Léopards.

« Vous savez que le staff technique a été modifié. En quelques jours, il a pu imprimer un certain rythme, un certain style. Je pense aussi qu'il était de mon devoir de suivre à la lettre les préparatifs de ce match. Je me suis impliqué de façon très sérieuse. Même si nous aurions escompté un résultat plus large. Mais, il ne faut pas faire la fine bouche et se contenter de ce



Rémy Ayayos Ikounga et son équipe dans l'obligation du résultat à Mbabane (Adiac)

résultat favorable mais qui nous oblige à une meilleure préparation du match retour », a commenté Rémy Ayayos Ikounga après la courte victoire de son équipe au match aller.

Au cours de ce match, outre l'inefficacité offensive qui a énormément fait défaut, les vert et blanc ont affiché un visage différent de ceux des deux matches de la Ligue des champions. De quoi rassuré leur président pour le match retour. « Il y a des joueurs qui ont montré de belles choses et surtout ce qui me tient particulièrement à cœur, c'est l'engagement(...) C'est cet état d'esprit que je veux voir sur un terrain de football. Vous savez, l'adresse ou la performance technique peut parfois vous jouer les caprices, l'engagement doit toujours être intact. Et c'est cela que je veux voir. C'est ce que je demande à mes joueurs », a-t-il précisé.

Les Fauves du Niari qui se sont rendus à Mbabane s'attendent à un match difficile. Car en face, son adversaire a de solides arguments. Sur les deux derniers matches de la coupe d'Afrique disputés à domicile, Mbabane Swallows a connu 100% de réussite. Au tour précédent, Mbabane Swallows avait perdu la manche aller devant Azam de la Tanzanie (0-1) avant de gagner la manche retour à domicile (3-0). En deux matches disputés à la maison, cette équipe a déjà inscrit six buts soit une moyenne de 3 par match. Plus l'enjeu est énorme, plus d'at-

mosphère sera très électrique.

« Notre adversaire est une équipe qui fait aujourd'hui un parcours très élogieux. Ils sont premiers de leur championnat sans défaite... C'est une équipe solide, bien construite. Nous avons visionné ses matches. Et en faisant une enquête sur les joueurs, on s'est bien rendu compte qu'il y a beaucoup de joueurs qui ont fait une aventure en Afrique du sud et qui sont reversés dans ce club même les joueurs de la RDC qui ont joué le dimanche venaient d'Afrique du sud. C'est dire que c'est un adversaire coriace mais, c'est une situation qui n'est pas inhabituelle à l'AC Léopards que d'être obligé de faire un résultat à l'extérieur. Et ce à quoi nous sommes obligés d'ailleurs. Nous ferons le devoir de réussir cette performance-là », a souligné le président de l'AC Léopards.

Et à Nash d'ajouter : « Nous savons très bien qu'elle a non seulement les qualités physiques et tactiques avec un excellent entraîneur Thabo. Elle est doublement plus forte que l'équipe qui nous a éliminée en seizièmes de finale de la Ligue des champions. Cette équipe a éliminé Azam qui est un club professionnel bien structuré en le battant (3-0) dans ses installations. C'est une équipe avec un très grand potentiel. Nous connaissons comment elle va jouer chez à domicile. On va se préparer, tout donner pour revenir avec la qualification ».

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années 1965-2015

2011 (66)

La Conférence nationale souveraine, cette sorte de saturnales, a 25 ans cette année. Elle a donné lieu à une floraison de partis politiques. La politique, semble-t-il, nourrit bien son monde. Et, tout le monde s'y met, souvent sans compétence ni conviction. 171 partis politiques créés sous le régime de la loi de 1901 ; 35 partis créés depuis la publication de la loi n°21-2006 sur les partis politiques. En définitive, à la date du 31 décembre 2010, donc, en ce début d'année 2011, les partis politiques sont au nombre de 59. Excessif pour un pays de plus ou moins 4 millions d'habitants. La loi aurait dû encadrer plus strictement la création des partis politiques en limitant le nombre à quatre (droite, gauche, centre et écologie), question de fermer les écluses pour arrêter l'inflation des partis, dont certains ne se résument qu'au récépissé, sans existence sur le terrain. Décès, le 11 janvier 2011, du général de division Yves Motando-Monghot. Né le 7 janvier 1948 à Liranga, il faisait partie de l'élite des Fac (Forces armées congolaises). Germain Bisset, journaliste sportif, s'éteint à Paris, à l'âge de 72 ans. Il est entré en journalisme en 1965, à l'occasion des 1ers Jeux

africains. Germain Bisset et son compère Joseph Gabio formaient un duo de choc. Ils furent, tous deux, les témoins privilégiés du triomphe du Congo à la 8ème Can (Coupe d'Afrique des Nations) à Yaoundé, qui permit au Congo d'accéder au club fermé des vainqueurs de la coupe continentale. Le 31 janvier 2011, Ekiaye Akoly Waméné décède à son tour dans la capitale française. Vice-président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Ekiaye Akoly Waméné est né le 2 juin 1949 à Okouébé dans le district d'Abala. Créé en 1911, Poto-Poto fête, cette année 2011, le centenaire de sa création. À cette occasion, le magazine Vision pour Demain publie un numéro spécial intitulé : « On a tous quelque chose de Poto-Poto », qui met en relief le cosmopolitisme de ce quartier. À Pointe-Noire, crash d'un cargo de Tac (Trans Air Congo), le 21 mars, dans le quartier Mvounvou.

2011 coïncide avec la fin des travaux de réhabilitation de la basilique Sainte-Anne, ouverte au public, en 1949. Ces travaux ont été financés en grande partie par l'Etat congolais. Ce 25 mars 2011, elle est inaugurée par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso et consacrée par l'archevêque Anatole

Milandou, en présence du cardinal Laurent Monsengwo-Pasinia, archevêque de Kinshasa (Rdc).

« La ville aux âmes ivres », premier roman du journaliste Emile Gankama, publié aux Editions Hémar, à Brazzaville, est au cœur de la journée internationale du livre et du droit d'auteur (20 au 23 avril 2011), dans les jardins du ministère de la Culture et des Arts. Le Pr Kadima Nzuji, directeur général des Editions Hémar n'a pas tarir d'éloges sur cette œuvre. Non sans raison...

Samedi 7 mai 2011, Denis Sassou N'Guesso, le président de la République, inaugure la centrale hydroélectrique d'Imboulou, dans le département du Pool, et du transformateur T.h.t (Très haute tension) de Ngo, dans le département des Plateaux. Le barrage d'Imboulou a une puissance installée de 120 mégawatts.

Du 29 mai au 3 juin 2011, sommet, à Brazzaville, des trois grands bassins forestiers tropicaux : bassin de l'Amazonie, en Amérique latine, bassin du Congo, en Afrique centrale, et bassin de Bornéo Mékong, en Asie du Sud-est, pour « strouwer des solutions et des ressources permettant d'améliorer la gestion de ces ressources forestières d'importance vitale ».

Samedi 9 juillet, un drame accidentel met un terme au spectacle inaugural de la 8ème édition du Fespam (Festival panafricain de musique). Le 16 du même mois, sur l'esplanade du Palais des congrès, un dernier hommage est rendu aux 7 victimes de cet accident : Arnold Dilouaka-Mbemba, Clotaire Ndeko Louya dit Junior, Doly Providence Malanda, Simon Ndombé, Benjamin Okoungou, Martial Kiba et Yvon Mbossa. Ils sont enterrés, le même jour, au cimetière du centre ville de Brazzaville. Au lendemain de cette journée de deuil, au même endroit, cette fois, dans une salle, Mathias Dzon, le président de l'ARD (Alliance pour la République et la Démocratie), au cours d'une conférence de presse, entre autres sujets, déclare, à propos de la Constitution de 2002 : « Nous voulons qu'on aille aux élections transparentes et équitables. Celui qui gagne pourra modifier la constitution. Si l'ARD gagne, la constitution actuelle sera jetée à la poubelle et nous allons nous donner une constitution qui traverse les âges, celle qui pensera à tout ce qu'il faut pour une meilleure politique dans notre pays. Pas l'actuelle, qu'on viole quand on veut ». Ainsi va la vie au Congo.

MFUMU